

Commissie voor Binnenlandse
Zaken, Veiligheid, Migratie en
Bestuurszaken

Commission de l'Intérieur, de la
Sécurité, de la Migration et des
Matières administratives

van

du

DINSDAG 29 SEPTEMBER 2026

MARDI 29 SEPTEMBRE 2026

Namiddag

Après-midi

Le développement des questions commence à 15 h 48. La réunion est présidée par M. Ortwin Depoortere.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.48 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Ortwin Depoortere.

De teksten die cursief zijn opgenomen in het Integraal Verslag werden niet uitgesproken en steunen uitsluitend op de tekst die de spreker heeft ingediend.

Les textes figurant en italique dans le Compte rendu intégral n'ont pas été prononcés et sont la reproduction exacte des textes déposés par les auteurs.

01 Questions jointes de

- **Éric Thiébaut à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les intempéries ayant touché à nouveau l'ensemble du pays" (56016519C)**

- **François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La fiabilité du système d'alerte fédéral BE-Alert et du numéro 1722" (56016626C)**

01 Samengevoegde vragen van

- **Éric Thiébaut aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het noodweer dat opnieuw het hele land getroffen heeft" (56016519C)**

- **François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De betrouwbaarheid van het federale waarschuwingssysteem BE-Alert en van het nummer 1722" (56016626C)**

01.01 **François De Smet (DéFI):** Monsieur le président, je renvoie au texte écrit de ma question.

À l'occasion des récents avis d'orages violents et de risques d'inondations le 31 mai dernier, le numéro 1722 a été activé et des interrogations ont été soulevées sur les délais de déclenchement du système d'alerte Be-Alert, dispositif fédéral essentiel de protection de la population.

En conséquence, Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir:

les délais moyens de déclenchement d'une alerte Be-Alert entre la décision d'alerter et la réception du message par la population ?

dans l'affirmative, si ces délais sont jugés conformes aux standards en matière de gestion de crise, et des améliorations techniques sont-elles programmées ?

le taux de couverture et d'inscription de la population à Be-Alert, et quelles actions sont menées pour accroître ledit taux ?

l'articulation entre Be-Alert, le numéro 1722 et les centres de crise régionaux et si celle-ci est optimisée à l'approche d'épisodes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents ?

01.02 **Bernard Quintin, ministre:** Monsieur De Smet, en ce qui concerne les intempéries, ce sujet touche à nouveau l'ensemble du pays. Au printemps dernier, j'ai envoyé un courrier à chaque bourgmestre qui n'avait pas encore adhéré à BE-Alert. Je constate que cette initiative a produit des résultats concrets, ce qui est toujours agréable à souligner. À ce jour, 549 communes utilisent BE-Alert,

et plusieurs des communes restantes rejoindront bientôt encore le système.

J'encourage évidemment chaque bourgmestre à y adhérer, tout en précisant clairement que, même dans les communes non affiliées, BE-Alert peut être utilisé, soit par le gouverneur, soit par le Centre de crise national. Le délai entre l'activation de BE-Alert par l'expéditeur et la réception chez le destinataire est impossible à établir en chiffres exacts. Il dépend en effet entièrement du canal choisi, SMS, location based SMS, e-mail, de la taille du groupe de destinataires, de la charge simultanée sur le réseau de télécommunication, etc.

Il est essentiel d'opérer une distinction claire entre, d'une part, les messages transmis, le cas échéant par l'intermédiaire du Centre de crise national ou du gouverneur, comme je l'ai déjà indiqué, messages transmis aux bourgmestres et aux autres acteurs de la gestion de crise et, d'autre part, les messages que les autorités adressent directement aux citoyens.

Les efforts ont été menés en matière de procédures et d'accords de travail afin d'assurer, notamment en cas de conditions météorologiques extrêmes, un meilleur flux d'informations vers les autorités provinciales et locales concernées, ainsi que vers l'ensemble de la population. Ainsi, les avertissements émis par l'IRM sont systématiquement transmis aux autorités concernées. Celles-ci disposent de tous les leviers nécessaires pour avertir la population en amont sur la base des prévisions et de leur connaissance du terrain.

01.03 François De Smet (DéFI): Merci, monsieur le ministre, pour votre réponse. Vous donnez un certain nombre d'assurances. Nous espérons que les prochaines intempéries, le plus tard possible bien entendu, permettront de constater que ce système d'alerte, son activation et la réactivité des communes gagnent en efficacité. Nous suivrons le dossier avec attention.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Samengevoegde vragen van

- Jeroen Bergers aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het afgelaste bezoek van Andrius Kubilius" (56016688C)

- François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het veiligheidsincident tijdens het bezoek in Herstal van de Eurocommissaris voor Defensie" (56016743C)

02 Questions jointes de

- Jeroen Bergers à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La visite annulée d'Andrius Kubilius" (56016688C)

- François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'incident sécuritaire lors de la visite du commissaire européen à la Défense à Herstal" (56016743C)

De **voorzitter**: De heer Bergers is niet aanwezig.

02.01 François De Smet (DéFI): Monsieur le président, je renvoie au texte écrit de ma question.

La Commission européenne a annulé la visite du commissaire à la Défense, Andrius Kubilius, prévue vendredi 5 juin chez Thales Belgium à Herstal justifiant celle-ci par l'incapacité des autorités locales belges à garantir la sécurité du commissaire.

C'est finalement la direction de Thales qui a recommandé l'annulation.

Il appert que les autorités locales n'ont été informées de la visite que "mercredi en fin de soirée" et ont considéré que prévoir un service d'ordre adéquat en moins de 24 heures s'avérait impossible,

Par ailleurs, la zone de police Herstal a confirmé qu'aucun effectif n'a été mobilisé sur place, que leur présence n'a pas été jugée nécessaire, estimant que cette action se voulait très pacifique et n'impactait pas la voie publique.

En conséquence, Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir:

Quelle était exactement la répartition des responsabilités entre les services fédéraux de police et les autorités communales pour la sécurisation de cette visite

S'il a pris contact avec le commissaire Kubilius pour lui présenter des explications et si des suites diplomatiques sont attendues côté européen?

Si cet incident aura des conséquences sur les protocoles de sécurisation des visites de personnalités européennes en Belgique?

02.02 Bernard Quintin, ministre: Monsieur De Smet, d'après les informations disponibles, la décision mentionnée résulte d'une combinaison de facteurs organisationnels et sécuritaires, notamment du délai extrêmement court dans lequel la visite a dû être organisée, ainsi que de l'évaluation du contexte local par les autorités compétentes.

Les contacts avec les institutions européennes s'inscrivent dans les canaux habituels et, à ce stade, aucun incident diplomatique particulier n'a été signalé. La sécurisation des visites de personnalités repose sur une collaboration entre les différents niveaux de pouvoir. Les autorités locales sont responsables du maintien de l'ordre public sur leur territoire et évaluent les dispositifs nécessaires en fonction de la situation et des risques identifiés.

Les services de la police intégrée, y compris la police fédérale, peuvent bien entendu fournir un appui lorsque cela est requis dans le cadre des mécanismes existants de coordination. Selon les informations disponibles, cette décision résulte d'une combinaison de facteurs organisationnels et sécuritaires. Comme je l'ai également exprimé publiquement, je m'interroge franchement sur la difficulté rencontrée par le bourgmestre pour mettre en place le dispositif policier nécessaire, et ce malgré le renfort fédéral dépêché sur place le jour même, ainsi que malgré la sollicitation très tardive des autorités locales.

02.03 François De Smet (DéFI): Monsieur le ministre, je vous remercie pour la clarté de votre réponse.

02.04 Jeroen Bergers (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijn excuses, ik was een beetje in snelheid gepakt. Ik zal het antwoord van de minister zeker nog beluisteren.

Aansluitend bij mijn vraag wil ik melden dat we nog incidenten met extreemlinks hebben gezien. Recent gebeurde dat ten aanzien van een Waalse professor, een actie die zogezegd tegen de defensie-industrie gericht zou zijn. Ik vind het zeer verregaand als een Europees Commissaris niet kan komen en als professoren gevisieerd worden door extreemlinks. Dat is een tendens die we absoluut verder moeten opvolgen.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

Le **président**: La question n° 56016776C de Xavier Dubois est reportée.

Vragen nrs. 56016931C en 56016935C van de heer Demon zullen schriftelijk worden behandeld.

03 Vraag van Sam Van Rooy aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De overlast in de recreatiedomeinen van de provincie Antwerpen" (56017249C)

03 Question de Sam Van Rooy à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les nuisances dans les domaines récréatifs de la province d'Anvers" (56017249C)

03.01 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de voorzitter, ik heb deze vraag al voor de zomer ingediend, omdat het natuurlijk elke zomer hetzelfde liedje is in recreatiedomeinen en openluchtwembaden, zeker ook in de provincie Antwerpen.

De provincie Antwerpen zei strenger te willen kunnen optreden tegen overlast op recreatiedomeinen, zoals De Nekker, waar telkens opnieuw hetzelfde soort "jongeren" voor overlast zorgt en mensen, gezinnen – Vlaamse gezinnen – terroriseert. Het gaat dan om jongeren met een Afrikaanse of Noord-Afrikaanse achtergrond. Het zijn nooit Chinezen, hindoes of boeddhisten. Dat stel ik ondertussen al twee à drie decennia vast.

Ik heb het zelf ooit meegemaakt toen ik nog schoolliep aan het openluchtwembad in het Boekenbergpark in Deurne. We spreken dan over de jaren 90. Toen al waren het steeds opnieuw Marokkanen die daar de boel verziekten. We zijn vandaag 2026, meer dan 30 jaar later, en er is niets veranderd, niets verbeterd, wel integendeel.

Het provinciebestuur in Antwerpen pleit dus voor een zwarte lijst van relschoppers. Hoelang horen we dat al, nietwaar? Daarnaast pleit het voor hogere toegangsprijzen voor bezoekers van buiten de provincie. Een toegangsverbod is momenteel echter alleen mogelijk voor maximaal één jaar en op één locatie.

Mijnheer de minister, graag hoor ik uw mening hierover. Hebt u hiernaar oren? Zo neen, waarom niet?

Mijnheer de minister, wilt u nultolerantie voor overlastplegers in onze recreatiedomeinen en openluchtwembaden? Zo ja, wat bedoelt u dan precies concreet met nultolerantie? Welke maatregelen zult u in dit verband nemen?

03.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Van Rooy, ik onderschat de problematiek van overlast op recreatiedomeinen geenszins. Geweld, intimidatie, vernieling en agressie tegen bezoekers of personeel zijn onaanvaardbaar en moeten kordaat worden aangepakt.

Tegelijk tonen de ervaringen van de voorbije zomers aan dat een geïntegreerde aanpak werkt. De daling van het aantal incidenten is niet toevallig, maar het resultaat van een sterke inzet op preventie, een zichtbare aanwezigheid op het terrein en een nauwe samenwerking tussen lokale besturen, politiediensten, provincies en uitbaters van recreatiedomeinen.

Voor ernstige feiten beschikken we vandaag al over een uitgebreid strafrechtelijk kader. Daarnaast hebben lokale besturen verschillende bestuurlijke instrumenten ter beschikking, zoals GAS-sancties, huishoudelijke reglementen en plaatsverboden. Een nationaal domeinverbod of een centraal register roept belangrijke vragen op inzake proportionaliteit, gegevensbescherming, uitvoerbaarheid en de afbakening tussen bestuurlijke en gerechtelijke bevoegdheden. Alvorens een nieuw instrument te creëren, moeten we eerst de bestaande mogelijkheden ten volle benutten.

De prioriteit ligt op dit ogenblik bij het verder versterken van het huidige arsenaal, in het bijzonder het verbeteren van de samenwerking tussen de verschillende veiligheidsactoren, een vlotte en juridisch correcte informatie-uitwisseling en het delen van goede praktijken tussen lokale besturen en uitbaters. Daarom heb ik ook een geactualiseerde omzendbrief verspreid en de toolbox met de goede praktijken verder uitgebreid. Toegangs- of plaatsverboden kunnen binnen deze gelaagde aanpak een nuttig instrument zijn. De sleutel tot duurzame veiligheid op recreatiedomeinen ligt in een gelaagde aanpak, waarin preventie, samenwerking en een doordachte handhaving hand in hand gaan, niet in een afzonderlijke maatregel.

03.03 **Sam Van Rooy** (VB): Minister, elk incident is er een te veel en het is elke zomer opnieuw hetzelfde liedje. Onze recreatiedomeinen en openluchtwembaden zijn het toneel van die zogenaamde "jongeren" die de boel op stelten zetten. Ik zeg zogenaamde jongeren, want ze zijn zo goed als altijd van Afrikaanse of Noord-Afrikaanse origine.

Dit probleem wordt uiteindelijk alleen maar groter omdat de migratiekraan blijft openstaan en omdat de daders niet of nauwelijks worden gestraft, zeker als ze minderjarig zijn, en dat is al te vaak het geval. Wanneer zulk tuig herhaaldelijk onze mensen en onze gezinnen terroriseert, is er uiteindelijk maar één duurzame oplossing die ook voor voldoende afschrikking zou zorgen, namelijk nultolerantie. Dat betekent dus een verbanning uit onze recreatiedomeinen en, indien dat niet helpt, een verbanning uit onze samenleving.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van Sam Van Rooy aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De groominggangs in België" (56017386C)

04 Question de Sam Van Rooy à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les gangs de grooming en Belgique" (56017386C)

04.01 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, er is een onvoorstelbaar en terecht ophefmakend rapport in Groot-Brittannië over de veelal islamitische groominggangs, dat u hopelijk ondertussen hebt gelezen, want naar schatting zouden tot wel 250.000 niet-islamitische meisjes zijn gegroomd en vaak jarenlang door veelal Pakistaanse islamitische bendes seksueel zijn misbruikt en uitgebuit. Dat staat gebundeld in het Rape Gang Inquiry Report.

Er werd een onderzoek naar die verkrachtingsbendes gevoerd, onder leiding van het Britse parlementslid Rupert Lowe, met Sammy Woodhouse als een van de overlevenden. Het onderzoeksrapport onthult de systematische grooming. Dat is seksuele ronseling en seksuele uitbuiting van kwetsbare, niet-islamitische en overwegend blanke Britse meisjes door voornamelijk Pakistaanse islamitische bendes, in steden en dorpen in het hele Verenigd Koninkrijk.

Mijnheer de minister, hebt u ondertussen van dat rapport kennisgenomen? Ik hoop ook dat andere leden van de regering dat hebben gedaan. Welke lessen trekt de regering uit dat grootschalige verkrachtingsschandaal, groepsverkrachtingsschandaal, massaverkrachtingsschandaal, dat in Groot-Brittannië decennialang heeft kunnen woekeren?

Hoe staat het met dat soort groominggangs in België? Graag heb ik daarover een toelichting. Welk specifiek beleid bestaat er in ons land om dat walgelijke fenomeen tegen te gaan?

04.02 Minister Bernard Quintin: Mijnheer Van Rooy, in het nieuw Nationaal Actieplan in de strijd tegen gendergerelateerd geweld, aangestuurd vanuit de FOD Gelijke Kansen, wordt, rekening houdend met de beeldvorming van dat fenomeen in ons land, in een gecoördineerde aanpak voorzien. Voor meer informatie verwijs ik u naar mijn collega, de minister van Gelijke Kansen.

Wat de strafrechtelijke vervolgingsmechanismen betreft, beschikt België over een duidelijk strafrechtelijk kader. Om seksuele misdrijven beter aan te pakken, werd het seksueel strafrecht met ingang van 1 juni 2022 hervormd. Grooming wordt daarbij specifiek strafbaar gesteld als een autonomiedelict en het vormt bovendien een verzwarende omstandigheid.

04.03 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, ik weet niet of de ernst van de situatie wel voldoende doordringt. Pakistaanse, islamitische groominggangs hebben in Groot-Brittannië massaal niet-islamitische, overwegend blanke meisjes seksueel misbruikt en uitgebuit. Dat kon jarenlang, soms zelfs decennialang, doorgaan omdat de overheid bang was om te worden beschuldigd van racisme. Dodelijke politieke correctheid dus.

Die groomingbendes deden dat soms met de koran in de hand, soms letterlijk. *Rape jihad* dus. Ook de zogenaamde loverboys of tienerpooiers, zoals dat dan eufemistisch wordt genoemd in België, hebben meestal een islamitische achtergrond. Ik vrees echter dat ook deze regering dat etnische, cultureel-religieuze aspect niet onder ogen wil zien, mijnheer de minister. Dat baart mij ontzettend veel zorgen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: La question n° 56017420C de Caroline Désir a déjà reçu une réponse écrite.

05 Question de Ridouane Chahid à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le protoxyde d'azote" (56017695C)

05 Vraag van Ridouane Chahid aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Lachgas" (56017695C)

05.01 Ridouane Chahid (PS): Monsieur le ministre, vous le savez, le protoxyde d'azote, dit gaz hilarant, est devenu un véritable fléau dans notre pays. C'est une catastrophe, notamment pour nos jeunes, pour leur santé, pour la santé publique, pour la sécurité, notamment de ceux-ci, que ce soit sur

la route, sur la voie publique, chez eux. C'est une réelle catastrophe, un véritable fléau. Le constat est interpellant. Le nombre de confiscations explose de jour en jour, de semaine en semaine. L'abandon de bonbonnes toujours plus volumineuses dans l'espace public est de plus en plus important. La destruction de ces bonbonnes saisies ou laissées dans l'espace public nécessite un processus complexe et très coûteux.

Monsieur le ministre, l'interdiction existe. La loi est là. Je sais que vous êtes très conscient de cette problématique-là, mais existe-t-il un plan de prévention avec les différents collègues, les différents gouvernements en charge de la Santé publique et de la Prévention de la santé dans les entités fédérées? Une évolution du cadre législatif est-elle prévue pour faire face à cette problématique, à ce fléau? Une réflexion est-elle menée au niveau européen? En effet, on sait par les différentes saisies que ces bonbonnes viennent en grande partie de pays étrangers mais sur le territoire européen. Avez-vous une vue d'ensemble sur les différentes saisies pour l'année 2025?

05.02 Bernard Quintin, ministre: Monsieur Chahid, vu le caractère transversal de la problématique du protoxyde d'azote, j'ai chargé le Commissariat national drogues (CNDC) d'élaborer un plan d'action. Ce phénomène dépasse en effet largement le champ de la sécurité et donc de mes seules compétences. Il touche à la santé publique, à la sécurité routière, à la réglementation du commerce et à la gestion des déchets. Une approche intégrée et multidisciplinaire est dès lors indispensable. La problématique est également traitée au sein de la Cellule générale de Politique Drogues, enceinte qui réunit l'autorité fédérale et les entités fédérées.

Le CNDC a d'ores et déjà formulé une série de recommandations visant notamment à adapter la réglementation afin d'agir plus efficacement contre la vente, l'importation et la consommation de protoxyde d'azote à des fins illégales, à renforcer le contrôle de la conduite sous influence de protoxyde d'azote, à améliorer la connaissance et l'objectivation du phénomène en termes de monitoring et d'enregistrement – ce phénomène ne touchant bien sûr pas que la Belgique, nous faisons du *benchmarking* notamment avec les collègues français, qui ont une certaine approche de la chose – et, enfin, à investir dans la prévention et dans la débanalisation de cette consommation. Le Commissariat national drogues travaille actuellement aux étapes nécessaires à la concrétisation de ses recommandations.

Concernant les bonbonnes saisies, en ce compris leur destruction, ainsi que l'imputation des frais à la charge des auteurs, je vous invite à interroger ma collègue, la ministre de la Justice.

La problématique du protoxyde d'azote fait effectivement l'objet d'une attention au niveau européen. Une proposition de la Commission européenne visant à interdire la vente des grandes bouteilles aux particuliers est notamment à l'étude. Cette mesure figure du reste parmi les recommandations formulées par le CNDC, et me paraît d'un absolu bon sens: que l'on réserve les grandes quantités aux professionnels qui en ont besoin dans le cadre de leur travail, et que l'on limite son importation et sa vente pour pouvoir mieux contrôler ce qui se fait.

05.03 Ridouane Chahid (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour la réponse. Nous interrogerons donc Mme Verlinden sur la destruction et le coût de celle-ci, en espérant obtenir une réponse, contrairement à ce qu'il s'est passé pour le dossier des tests salivaires antidrogue.

J'attire votre attention sur le fait qu'aujourd'hui, cette destruction incombe en grande partie aux zones de police. Cela représente un coût, un coût bien réel. De plus en plus de ces bonbonnes sont saisies dans des bars à chicha. Alors, vous me répondrez que ceux-ci seront peut-être interdits d'ici quelques mois. C'est vrai mais, en attendant, cela a un coût assez important sur le budget de fonctionnement de nos zones de police. D'autant plus qu'à Bruxelles, l'agence Bruxelles-Propreté refuse désormais d'en prendre la destruction en charge, estimant qu'elle n'est pas habilitée et qu'elle ne dispose pas de l'expertise requise pour le faire.

Je vous remercie encore pour vos réponses. Nous ne manquerons pas d'interroger vos collègues pour la suite.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Collega's, het kabinet heeft mij laten dat de minister tot 17.30 uur kan blijven. We zullen proberen om zoveel mogelijk mondelinge vragen af te werken.

05.04 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): In de Conferentie van voorzitters is afgesproken dat als er geen einduur bepaald is, de minister blijft tot de laatste vraag.

Ik heb het secretariaat gisteren gevraagd of de minister tot het einde blijft. Ik heb daarvan een schriftelijke bevestiging gekregen, zeggende dat de minister tot het einde blijft. Daarna werd de agenda aangepast en werd gemeld dat de vergadering kan worden verlengd en dat er broodjes worden voorzien. Dat zijn de heel expliciete regels die vorige week zijn afgesproken en die bevestigd zijn door de vertegenwoordiger van de regering in de Conferentie van voorzitters. Ik kan dat alleen vaststellen.

De **voorzitter**: Mijnheer Vandemaele, u zult dat opnieuw in de Conferentie van voorzitters moeten laten agenderen. Ik heb hier vandaag nieuwe informatie over gekregen. Ik wil zoveel mogelijk mondelinge vragen laten behandelen in plaats van hierover te discussiëren. Het is wat het is. U kent de weg in het Parlement en weet hoe u dat nogmaals moet aankaarten.

06 Vraag van Sam Van Rooy aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De gevolgen voor Europa/België van de opname van Mohammed Khatib op de OFAC-sanctielijst" (56017711C)

06 Question de Sam Van Rooy à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les conséquences pour l'Europe/la Belgique du placement de Mohammed Khatib sur la liste de l'OFAC" (56017711C)

06.01 Sam Van Rooy (VB): Dank u, mijnheer de voorzitter. Ik begin met een citaat. "Mohammed Khatib, de terroristenleider van Samidoun in Europa en asielbedrieger, wordt vanaf vandaag op de zwarte OFAC-sanctielijst van het Amerikaanse ministerie van Financiën gezet. Gedaan met al die *decolonise*- en intifadaronselreisjes door Europa."

Ik geef toe, ik had het zelf niet beter kunnen zeggen. Dit is een citaat van uw collega, minister van Defensie Theo Francken. Hij zei dat in mei.

Mijn eenvoudige vraag is, minister: klopt het wat minister Francken heeft gezegd? Is het nu inderdaad gedaan met al die *decolonise*- en intifadaronselreisjes door Europa? Wat is het gevolg van de opname van Mohammed Khatib op de zwarte OFAC-sanctielijst voor België en Europa? Wat kan en wil de regering in dit verband ondernemen om Mohammed Khatib effectief te verhinderen om nog in of door Europa en België te reizen?

Last but not least – hij is al vaak in de media geweest, deze verschrikkelijke jihadistische figuur –, waar bevindt Mohammed Khatib zich nu eigenlijk? Bevindt hij zich nog op ons grondgebied? Is hij nog in België? Woont hij nog in België? Verblijft hij nog in België? Ik ben zeer benieuwd naar uw antwoord.

06.02 Minister Bernard Quintin: Mijnheer Van Rooy, de heer Khatib wordt effectief toegevoegd aan de sanctielijst van het Amerikaanse Office of Foreign Assets Control. In Europa en België heeft deze toevoeging van Mohammed Khatib aan de OFAC-lijst slechts een beperkte impact.

Europese en Belgische bedrijven en organisaties, in het bijzonder banken, zouden evenwel alle banden met de heer Khatib kunnen verbreken wegens het risico op eventuele repercussies van het niet respecteren van de door het OFAC opgelegde sancties.

Aangezien dit een Amerikaanse nationale lijst betreft, vormt de toevoeging aan deze sanctielijst geen grond voor bijkomende maatregelen rond de heer Khatib door de Belgische regering.

Ik kan u geen precieze informatie verstrekken over de huidige verblijfplaats van de heer Khatib, buiten het feit dat hij nog in ons land verblijft.

06.03 Sam Van Rooy (VB): Minister, heb ik uw laatste woorden goed begrepen? Bevindt Mohammed Khatib zich nog altijd op ons grondgebied? Dat was me niet geheel duidelijk. Ja dus.

Terwijl het debat hier in het Parlement wordt gedomineerd door 13 zogenaamde studenten in Gaza,

heeft niet alleen de Palestijnse jihadistclub Samidoun hier nog altijd vrij spel, maar kan ook terroristenleider Mohammed Khatib hier nog altijd vrij zijn ding doen.

Mohammed Khatib verheerlijkt dodelijk jihadistisch terrorisme. Hij is een virulente antisemiet en is, zoals Theo Francken terecht opmerkte, een asielbedrieger. Alle stoere woorden van uw collega-minister Francken ten spijt, is Mohammed Khatib hier na al die maanden echter nog altijd om zijn jihadistische gif te verspreiden.

Wat als deze regering nu eens evenveel energie zou pompen in het uitzetten van zulke jihadisten en asielbedriegers als in het pampieren en binnenhalen van asielzoekers? Dan zouden we in een veel betere samenleving en in een veel beter België leven.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Questions jointes de

- François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La contestation citoyenne d'un fichage policier de masse" (56017775C)

- Claire Hugon Lecharlier à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Un fichage abusif de la police" (56018053C)

07 Samengevoegde vragen van

- François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het burgerprotest tegen de massale registratie in politiedatabanken" (56017775C)

- Claire Hugon Lecharlier aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Een onrechtmatige registratie in een politiedatabank" (56018053C)

07.01 Claire Hugon Lecharlier (Ecolo-Groen): *Monsieur le ministre, un artiste, soutenu par la Ligue des droits humains (LDH), a décidé récemment d'attaquer l'État belge en justice à la suite de son inscription dans les bases de données policières sans aucune raison légitime. Cette affaire relance les interrogations concernant le fonctionnement de la Banque de données nationale générale (BNG), la transparence des procédures de fichage ainsi que le respect de la vie privée des citoyens. Je rappelle que la Cour de justice de l'Union européenne a jugé, le 16 novembre 2023, que la législation belge n'était pas conforme au droit européen. Pour rappel, cet arrêt a estimé que les citoyens ne disposaient pas d'un accès suffisant aux informations relatives à leur fichage ni d'un recours effectif.*

Par ailleurs, plus de trois millions de personnes seraient enregistrés dans la Banque de données nationale générale, parfois pour des infractions mineures ou anciennes. Selon l'Organe de contrôle de l'information policière (COC), certaines données ne seraient ni pertinentes ni régulièrement actualisées et seraient parfois conservées au-delà des délais légaux. Cette pratique soulève également des interrogations quant au respect de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui garantit le droit au respect de la vie privée. Deux ans et demi après l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, aucune réforme n'a encore été adoptée afin de mettre la législation belge en conformité avec le droit européen.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

- *Envisagez-vous un audit de la Banque de données nationale générale afin de supprimer les signalements qui ne sont plus conformes au cadre légal?*

- *Les garanties offertes aux citoyens sont-elles suffisantes pour prévenir les signalements abusifs?*

- *Quelles mesures comptez-vous prendre pour mettre la législation belge en conformité avec l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 16 novembre 2023?*

- *Envisagez-vous de renforcer les droits des citoyens en matière d'accès, de transparence, d'effacement des données et de recours?*

Je vous remercie pour vos réponses.

07.02 Bernard Quintin, ministre: Madame Hugon Lecharlier, au 7 juillet 2026, la BNG judiciaire

comptait un total de 3 317 764 personnes, dont 1 387 707 Belges, 1 144 406 non-Belges et 785 651 personnes non identifiées. Ces dernières sont donc enregistrées dans la Banque de données pour lesquelles nous ne disposons que d'une description, d'un surnom, d'une caractéristique particulière, etc. Le processus de mise à jour des données prévu à l'article 646 du Code d'instruction criminelle n'a toujours pas été enclenché par la justice. Il est difficile de donner la répartition exacte entre les différentes catégories de personnes concernées. Pour y remédier, la police fédérale ainsi que moi-même avons pris des initiatives auprès de la ministre de la Justice afin de relancer l'étude de la mise en œuvre du flux retour prévu par l'article 646 précité.

La BNG est alimentée à partir de différentes sources. Certaines informations peuvent provenir de bases de données de référence telles que ISLP et FEDIS ou peuvent être encodées directement via des applications centrales de saisie de la BNG. Cette dernière est une base de données fondée sur les faits. Dès lors, les délais de conservation sont calculés à partir du moment de l'enregistrement d'un fait dans la BNG. Les données à caractère personnel y sont gérées au moyen de l'entité "Personnes", laquelle est toujours liée à un ou plusieurs faits. En effet, les personnes ne peuvent pas faire l'objet d'un enregistrement direct dans la base de données. Lorsque quelqu'un est lié à plusieurs faits, il ne sera archivé qu'au moment où le délai du fait le plus long aura été archivé. Les délais de conservation des faits sont définis par l'article 44/9 de la loi sur la fonction de police et sont déterminés en fonction de la qualification du fait. Pour les catégories de faits pour lesquels aucun délai spécifique n'est prévu, un délai de conservation est fixé par analogie avec des faits comparables.

Pour le moment, les délais de conservation maximaux prévus par la législation sont les suivants: pour un crime, conservation pendant trente ans, à compter de la date d'enregistrement du fait dans la BNG; pour un délit, conservation pendant dix ans, à compter de la date d'enregistrement du fait dans la BNG; pour un fait non infractionnel, conservation pendant cinq ans, un an ou trois mois selon la catégorie concernée, à compter de la date d'enregistrement du fait dans la BNG; pour une contravention, conservation pendant un an, à compter de la date d'enregistrement du fait dans la BNG; pour un fait non concret, conservation pendant cinq ans, à compter de la date d'enregistrement du fait dans la BNG. Ces délais devraient toutefois faire l'objet d'adaptations et seront adaptés afin de tenir compte des modifications apportées par le nouveau Code pénal.

Outre ces règles générales, certaines exceptions s'appliquent. Pour les personnes disparues, le délai de conservation est de cinq ans, à compter du moment où elles sont retrouvées. Pour les personnes évadées, le délai de conservation est de dix ans à compter du moment où elles sont à nouveau privées de liberté ou à compter de la tentative d'évasion. Enfin, l'archivage d'un fait peut être suspendu tant qu'une enquête de recherche ou une instruction judiciaire au sens des articles 28 *bis* et 55 du Code d'instruction criminelle est en cours et que des missions d'enquête ont été confiées à la police et ce, tant que le magistrat compétent n'a pas officiellement informé la police de la clôture de cette enquête. La Direction de l'information policière et de l'ICT de la police fédérale, gestionnaire de la BNG, est chargée de réaliser et d'automatiser l'archivage des données suivant les règles précitées.

Un nouveau développement sera réalisé dans les prochains mois afin d'aligner l'archivage en fonction de la modification du Code pénal. Un planning d'archivage de la BNG m'a été soumis par la Direction générale d'informatique et innovation. Entre-temps, un archivage manuel est opéré lors de la constatation d'une situation non conforme, plus particulièrement à la suite de la saisine de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC) par les citoyens dans le cadre de l'accès indirect.

Comme indiqué précédemment, des adaptations des délais d'archivage sont envisagées afin de tenir compte des modifications apportées au Code pénal. Les processus actuels prévoient notamment le traitement des demandes d'exercice des droits conformément à l'article 42 de la loi relative à la protection des données, les contrôles réalisés par les délégués à la protection des données (DPO) et la ligne hiérarchique pour vérifier l'exactitude des informations, ainsi que les différents contrôles effectués par le COC.

07.03 Claire Hugon Lecharlier (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour toutes ces informations qui dépassaient les questions que je vous avais posées, puisque vous m'avez donné beaucoup d'informations sur le nombre de personnes. Ce qui m'intéressait, c'est surtout la deuxième partie de votre réponse, puisque ma question visait à savoir comment la législation belge allait être mise en conformité avec un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, qui avait notamment considéré que les citoyens ne disposaient pas d'un accès suffisant aux informations relatives à leur

fichage ni de recours effectifs.

J'ai posé la même question à votre collègue en charge de la Justice qui m'a indiqué qu'un groupe de travail était mis en place entre vos départements, si j'ai bien compris, pour préparer les modifications législatives nécessaires, et que le travail était en cours. Elle a précisé que ces modifications avaient des répercussions sur plusieurs autorités publiques et que cela prendrait donc le temps que ça prendrait, si je peux la paraphraser comme ça. J'aurais bien aimé avoir un peu plus de détails sur le planning, le calendrier auquel on peut s'attendre. Plus précisément, j'aurais aimé apprendre quelles modifications seront prévues pour ce qui concerne le recours effectif et l'accès peut-être accru des citoyens à leurs données de fichage. Je me permettrai éventuellement de revenir vers vous avec d'autres questions à cet égard.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: La question n° 56018114C de Mme Claire Hugon Lecharlier est reportée à une prochaine réunion.

08 **Question de Ridouane Chahid à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La situation préoccupante du service CGI/SPOC de la police fédérale" (56018009C)**

08 **Vraag van Ridouane Chahid aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De zorgwekkende situatie bij de dienst CGI/SPOC van de federale politie" (56018009C)**

08.01 **Ridouane Chahid (PS)**: Monsieur le ministre, soyons honnêtes, vous avez hérité d'une police fédérale très mal en point, et avec tout le volontarisme de la direction et de nombreux services qui sont en souffrance, vous avez du travail. Il s'agit de services qui ne se sont jamais relevés des coupes budgétaires du ministre Jambon lors de la Suédoise. Il est cependant de votre devoir de débloquer des moyens pour que l'on garde dans ce pays une véritable police fédérale avec des spécialisations essentielles au regard de l'évolution des menaces sécuritaires là où certains les voient disparaître.

J'ai été, comme d'autres de mes collègues, alerté sur la situation particulièrement préoccupante au sein du service CGI/SPOC, avec de nombreux signalements reçus de travailleurs dénonçant des conditions de travail difficiles. Cette réalité est d'autant plus alarmante et préoccupante qu'une mission essentielle dans le cadre des signalements internationaux et du traitement des échanges avec les services de police et de sécurité internationaux est mise en danger. Il y aurait un arriéré estimé à pris à près de 20 000 messages à traiter liés à un manque structurel de personnel entraînant une pression énorme sur le service avec toutes les conséquences que cela peut engendrer.

Avez-vous rencontré les syndicats policiers et abordé cette situation? Quels sont vos chiffres en matière d'arriérés? Quelles actions spécifiques ont été prises afin de réduire la charge de travail, résorber l'arriéré et soutenir le personnel de ce service sans déformer les autres? Quelles mesures de prévention ont été instaurées en matière de santé mentale, de burn-out et de risques psychosociaux? Quelles mesures concrètes ont été mises en place depuis la remise des résultats de l'analyse des risques psychosociaux de 2024? Enfin, y a-t-il un renfort immédiat qui est prévu pour soulager les effectifs qui sont actuellement en place? Je vous remercie pour votre réponse.

08.02 **Bernard Quintin**, ministre: Merci, monsieur Chahid. Je me suis abstenu de répondre aux questions de votre collègue, monsieur Aouasti, pour justement ne pas totalement déflorer cette réponse que je vous donne maintenant. En effet, j'ai hérité d'une police fédérale confrontée à d'importants défis organisationnels et capacitaires. J'ai toutefois veillé à ce que les fondations nécessaires soient mises en place afin de renforcer durablement la performance de la police fédérale. À cet effet, le plan stratégique de la police fédérale, approuvé par ma collègue de la Justice et moi-même, est en cours de déploiement. Dans ce contexte, une intention particulière est également portée à la situation de CGI.

La situation au sein de CGI/SPOC a été abordée avec les organisations syndicales lors de deux comités de concertation de base organisés au mois de mai et de juin de cette année. Les échanges ont notamment porté sur des défis liés au traitement des échanges internationaux d'informations, dans un contexte marqué par une augmentation continue des volumes à traiter et par la poursuite de la recherche de solutions permettant d'optimiser le processus de gestion des dossiers, notamment à la

suite de l'arrêt du projet i-Police. Différentes mesures organisationnelles ont été mises en œuvre afin d'optimiser le traitement des dossiers. Celles-ci comprennent notamment une priorisation des signalements en fonction de leur niveau de risque ainsi que le développement, par une équipe associant DTO et DGJ, d'un module CMS visant à soutenir le processus de traitement. En matière de prévention des risques psychosociaux et de soutien au bien-être au travail, plusieurs mesures organisationnelles ont été mises en œuvre au sein de CGI/SPOC. Celles-ci comprennent notamment une priorisation des dossiers, l'amélioration des conditions de travail à la suite d'un déménagement, la mise à disposition d'équipements informatiques adaptés ainsi qu'une structuration renforcée de la communication interne.

Par ailleurs, une concertation a été menée entre CGI et le service prévention psychosociale de CGWB afin d'examiner les possibilités de renforcer l'accompagnement psychosocial des collaborateurs. Cette analyse est toujours en cours. Faisant suite, par contre, à l'analyse des risques psychosociaux réalisés par IDEWE en 2024, les résultats ont été présentés et expliqués au sein de la direction CGI en juin 2025, avec l'appui du service de prévention psychosociale du CGWB. Les mesures transversales définies par l'ensemble de la police fédérale sont également applicables à CGI. Ces mesures portent sur trois axes prioritaires: la sécurité psychologique, les conflits de rôle et les comportements indésirables au travail. Des renforcements d'effectifs sont prévus dans le cadre des procédures de mobilité et de détachement en cours. L'arrivée de nouveaux collaborateurs dépend toutefois du calendrier de ces procédures ainsi que de l'entrée en service effective des candidats retenus.

08.03 Ridouane Chahid (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses assez complètes et très ambitieuses en espérant que le budget accompagnera les différentes mesures, notamment en ce qui concerne le recrutement des effectifs prévus.

Nous serons évidemment attentifs, dans les semaines qui viennent, aux montants qui seront consacrés au soulagement de la charge de travail au sein du CGI/SPOC. Nous avons pu le constater, certains agents sont proches du burn-out. Ce n'est évidemment jamais bon ni pour les services ni pour les personnes concernées. On voit le burn-out arriver, mais on ne sait jamais quand on en sort. Il est du devoir du gouvernement de dégager les moyens nécessaires pour alléger la charge et réduire les risques psychosociaux.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 Vraag van Jeroen Bergers aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het evaluatierapport over de wet betreffende de bestuurlijke handhaving" (56018074C)

09 Question de Jeroen Bergers à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le rapport d'évaluation de la loi sur l'approche administrative" (56018074C)

09.01 Jeroen Bergers (N-VA): "Ook zou in het algemeen gesteld kunnen worden dat de huidige procedure rond het integriteitsonderzoek te log en te zwaar is. Het verplichte karakter van het advies van de DIOB en de vele administratieve verplichtingen zorgen voor een vertraging van de procedure en vormen een hoge drempel voor de gemeenten om gebruik te maken van de opt-inmogelijkheid van artikel 119ter van de nieuwe gemeentewet."

Dat staat te lezen in de conclusie van het evaluatierapport van de wet betreffende de bestuurlijke handhaving dat door de FOD BiZa in samenwerking met de UGent werd opgemaakt. Die feedback verbaast onze fractie niet. Ze had door onszelf geschreven kunnen zijn. Toen de wet betreffende de bestuurlijke handhaving door uw voorganger werd opgemaakt, dienden we immers al een amendement in om net het verplichte karakter van het advies van de DIOB te schrappen en ook die vele andere administratieve verplichtingen te schrappen. Deze ochtend heb ik in deze commissie een wetsvoorstel ingeleid om heel wat administratieve verplichtingen in die wet te schrappen. Ik weet dat u aan een gelijkaardig initiatief werkt. Ik hoop alvast dat u daar inspiratie uit kunt halen.

Onze voorstellen willen de besturen meer slagkracht geven en zijn zeer kritisch voor het KB economische sectoren. Dat KB beperkt namelijk de mogelijkheid voor gemeentebesturen om onderzoek te doen naar instellingen uit sectoren die niet zijn opgenomen in het KB. Als er één ding is dat de georganiseerde misdaad niet gaat doen, dan is het haar exploitatie en haar witwaspraktijken

beperken tot bepaalde economische sectoren en tot wat wij in een KB vastleggen.

Er is dus geen enkele reden waarom we de mogelijkheden van onze gemeenten zouden beperken in bepaalde economische sectoren. Volgens mij zijn de gemeenten het best geplaatst om te beoordelen welke instellingen op hun grondgebied kwetsbaar zijn voor georganiseerde en ondermijnende criminaliteit.

Aangezien ik weet dat u bezig bent aan een wetsontwerp – wat ik ontzettend toejuich – vroeg ik me af of u al iets kunt meegeven over de timing. Bent u ook van plan om het verplichte karakter van het DIOB-advies te schrappen? Wat bent u van plan te doen met het KB economische sectoren? Volgens mij kan dat best worden geschrapt. Welke andere verplichtingen wenst u te schrappen? Dank u wel voor uw antwoorden.

09.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Bergers, het evaluatierapport dat ik enkele maanden geleden ook aan het Parlement heb bezorgd, is opgesteld door mijn diensten, met de ondersteuning van academici, op basis van input van de lokale besturen, het openbaar ministerie, de politiediensten, waaronder de ARIEC's (Arrondissementale Informatie- en Expertisecentra) binnen de federale politie, de partnerdiensten en de deelstaten. Het rapport bevat een honderdtal voorstellen over onder meer de concepten van de wet, de werking van de DIOB, de samenwerking met de deelstaten, de verplichtingen voor de lokale besturen, de uitvoering van het integriteitsonderzoek en de informatiedoorstroming. Daarbij blijkt dat naast de juridische specificiteit van de materie, de verwachtingen en wensen ten aanzien van de wet niet altijd voor iedereen dezelfde zijn.

De conclusies in het rapport betreffen onder meer het feit dat de huidige procedure soms als zwaar wordt ervaren. Sommige respondenten hebben administratieve belemmeringen vermeld die de gemeentelijke integriteitsonderzoeken en de besluitvorming kunnen vertragen. Ook blijkt dat de wet lacunes en onduidelijkheden bevat, bijvoorbeeld over de personen die al dan niet het voorwerp van een integriteitsonderzoek kunnen uitmaken. De mogelijkheden voor gemeenten om onderling of bijvoorbeeld op het niveau van de politie samen te werken, zijn niet voldoende uitgewerkt. Ook is het centrale register van integriteitsonderzoeken te beperkt en vormt het dus geen afdoende bruikbaar onderzoeksmiddel.

Er dient evenwel te worden opgemerkt dat de beslissingen die in het kader van die bestuurlijke aanpak worden genomen, een aanzienlijke en definitieve impact kunnen hebben op de rechtspersonen en natuurlijke personen op wie het onderzoek betrekking heeft. Het is dan ook noodzakelijk ervoor te zorgen dat die bestuurlijke aanpak juridisch omkaderd blijft, teneinde te voorkomen dat de wet te verregaand wordt toegepast en zijn doel voorbijschiet.

De wet wordt intussen ook in de praktijk toegepast door verschillende lokale besturen. Daaruit blijkt eveneens de nood aan optimalisering en vereenvoudiging. Het doel is dan ook effectief om een wetgevend initiatief te nemen, zoals voorzien in het regeerakkoord. Op basis van de evaluatie door mijn diensten is gewerkt aan ontwerp teksten. Het voorontwerp van wet wordt deze week, na bilateraal overleg met de covoojdij van Justitie, gelanceerd voor besprekingen binnen de regering. Daarbij kunnen wijzigingen inzake het advies van de Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen (DIOB), de precisering en afbakening van het toepassingsgebied en de wettelijk-administratieve beperkingen of lasten aan bod komen.

Zodra de teksten van het voorontwerp van wet binnen de regering zijn afgerond, zal ik het voorleggen aan de Kamer. Doorheen dat traject zullen diverse adviezen worden gevraagd, naast die van de gebruikelijke adviesinstanties, ook die van de vereniging van lokale besturen.

Aansluitend op het bepalen van de richting die we uit willen met de federale wet, zal worden gewerkt aan de voorbereiding van het samenwerkingsakkoord met de deelstaten. Het globale doel moet zijn dat de deelstaten en het federale niveau informatie van elkaar kunnen opnemen om de integriteit te onderzoeken in het kader van hun bevoegdheden en regelgeving.

Naast de formele contacten op administratief en politiek niveau heeft de interministeriële conferentie Binnenlandse Zaken half juni 2026 het engagement uitgesproken om hier werk van te maken. Het is nog te vroeg om, naast de nodige werkzaamheden en besprekingen ter optimalisering van de federale wet en in afwachting van verdere contacten met de deelstaten, daar al een precieze timing op te klevende.

09.03 Jeroen Bergers (N-VA): Bedankt voor uw antwoord, mijnheer de minister. Ik kijk uit naar wat die initiatieven nog zullen opleveren.

U zegt inderdaad dat de gemeenten hebben geprobeerd het kader praktisch toe te passen, maar het is nog geen enkele gemeente gelukt. Dat toont toch aan dat er bijsturing nodig is, ondanks het feit dat er inderdaad een balans behouden moet blijven. Ik wil u bedanken voor het werk dat u daaromtrent doet en ik kijk ernaar uit.

Ik wil u ook bedanken voor uw constructiviteit en de manier waarop u omgaat met de commissie. Ik wil op dat vlak kort opmerken dat ik het bijzonder ongemanierd vind dat, terwijl u daarnet uw goede wil en respect toonde ten aanzien van de commissie door een wetsontwerp van de agenda te halen, de leden wier verzoek u hebt ingewilligd beginnen te klagen over het feit dat u moet vertrekken. Respect moet van twee kanten komen. U hebt respect voor het Parlement getoond.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 56018128C van de heer Meuleman wordt op zijn verzoek uitgesteld.

10 Samengevoegde vragen van

- Stefaan Van Hecke aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het stilvallen van de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten" (56018130C)
- Francesca Van Belleghem aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De stillegging van de Commissie voor de toegang tot en het hergebruik van bestuursdocumenten" (56019039C)

10 Questions jointes de

- Stefaan Van Hecke à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La paralysie de la Commission d'accès aux documents administratifs" (56018130C)
- Francesca Van Belleghem à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La suspension de la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs" (56019039C)

De **voorzitter**: Mevrouw Van Belleghem is verontschuldigd.

10.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Ik verwijs naar de schriftelijke versie van mijn vraag.

Openbaarheid van bestuur is een grondwettelijk recht. De Commissie voor de toegang tot en het hergebruik van bestuursdocumenten, afdeling openbaarheid van bestuur, speelt daarbij een belangrijke rol. Zij verleent onder meer advies wanneer een burger, journalist of organisatie beroep aantekent tegen de weigering van een federale overheid om bestuursdocumenten vrij te geven.

De mandaten van de commissieleden verstreken op 7 maart 2026. De Commissie had de eerste minister, uzelf en de minister van Modernisering van de Overheid nochtans al op 25 september 2025 formeel gewaarschuwd dat tijdig nieuwe leden moesten worden aangesteld. Zij kondigde toen uitdrukkelijk aan dat zij na een korte periode voor de afhandeling van lopende zaken haar opdrachten niet meer zou kunnen uitvoeren. Deze waarschuwing werd ook uitdrukkelijk opgenomen in het jaarverslag van de Commissie.

Sinds 1 juli behandelt de Commissie geen nieuwe adviesvragen meer. Aanvragers krijgen te horen dat zij de wettelijke adviestermijn moeten laten verstrijken, waarna de betrokken administratie zonder advies van de Commissie een nieuwe beslissing kan nemen. Daarna rest eventueel een procedure bij de Raad van State. Zo wordt een belangrijke waarborg voor de openbaarheid van bestuur in de praktijk uitgehold.

Dit probleem doet zich bovendien niet voor het eerst voor. Ook in 2021 en 2022 lag de Commissie maandenlang stil omdat haar leden niet tijdig werden benoemd of hun eed niet konden afleggen.

Daarom heb ik volgende vragen:

Ten eerste, waarom werden de mandaten, ondanks de waarschuwing van september 2025, niet tijdig vernieuwd? Waar is de benoemingsprocedure vastgelopen?

Ten tweede, welke stappen hebt u sinds die waarschuwing gezet en wanneer worden de nieuwe leden benoemd? Vanaf welke concrete datum zal de Commissie opnieuw adviesvragen behandelen?

Ten derde, hoeveel adviesvragen werden sinds het stopzetten van de werking van de Commissie ontvangen of geweigerd en welke achterstand is inmiddels ontstaan?

Ten vierde, welke tijdelijke maatregelen neemt u om de rechten van aanvragers tijdens deze periode te waarborgen?

Ten vijfde, welke structurele maatregelen neemt u om een nieuwe stilstand te voorkomen? Overweegt u een automatische verlenging van de mandaten tot de opvolgers zijn benoemd en betere voorwaarden om voldoende deskundige kandidaten aan te trekken?

10.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Van Hecke, ik ben er ook over bezorgd dat de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten momenteel niet normaal kan functioneren. Openbaarheid van bestuur is een grondwettelijk gewaarborgd recht en de Commissie speelt daarbij een belangrijke rol.

De Commissie heeft in haar jaarverslagen en vervolgens bij brief van 25 september 2025 eraan herinnerd dat de mandaten aflopen en dat het noodzakelijk is om tijdig in opvolging te voorzien.

Wat de benoemingsprocedure betreft, schets ik even de correcte bevoegdheidsverdeling. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 april 2008 worden de voorzitter en zijn plaatsvervanger benoemd op voordracht van de eerste voorzitter van de Raad van State. De stemgerechtigde leden en hun plaatsvervangers worden benoemd op voorstel van de eerste minister. De secretaris en zijn plaatsvervanger worden benoemd op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken onder de personeelsleden van zijn administratie. De benoemingen gebeuren uiteindelijk bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit. De procedure vereist dus handelingen van verschillende autoriteiten.

Het dossier betreffende de nieuwe samenstelling van de Commissie is in behandeling. Ik vind het belangrijk dat de procedure zo snel mogelijk wordt afgerond, zodat de Commissie haar wettelijke opdrachten opnieuw volledig kan uitoefenen.

Tegelijk onderstreep ik dat het recht op toegang tot bestuursdocumenten in de tussentijd uiteraard blijft bestaan. De administratieve overheden blijven gehouden tot naleving van artikel 32 van de Grondwet en van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur. Ook wanneer de commissie geen advies kan uitbrengen, zoals momenteel het geval is, blijft artikel 8, § 2, van die wet van toepassing.

Wanneer een verzoek tot heroverweging wordt ingediend, moet de betrokken administratieve overheid haar oorspronkelijke beslissing opnieuw onderzoeken en toetsen aan de bepalingen van de wet. Tegen de uiteindelijke beslissing staat bovendien een beroep bij de Raad van State open.

Hoe dan ook vormt de commissie een belangrijke waarborg in het systeem van openbaarheid van bestuur. De huidige situatie is dan ook niet wenselijk en moet zo snel mogelijk worden verholpen.

Wat het aantal adviesaanvragen sinds 1 juli en de eventuele achterstand die daaruit voortvloeit betreft, baseer ik mij op de exacte gegevens van het secretariaat van de Commissie. Zolang die gegevens niet zijn geverifieerd, zal ik geen cijfers meedelen.

Ik ben, ten slotte, van mening dat we ook structurele lessen moeten trekken uit de situatie. Het is immers niet de eerste keer dat de vernieuwing van de mandaten tot een onderbreking van de normale werking van de Commissie leidt. Samen met de andere bevoegde regeringsleden moet daarom worden nagegaan op welke manier de continuïteit van de Commissie bij toekomstige mandaatwissels beter kan worden gewaarborgd. Daarbij kan onder meer worden onderzocht of de huidige regeling inzake de termijnen van de mandaten moet worden aangepast en ook of de voorwaarden voor de uitoefening van de mandaten voldoende aantrekkelijk zijn om tijdelijk geschikte kandidaten te vinden.

Mijn prioriteit is nu dat de Commissie zo snel mogelijk opnieuw volgens de regels wordt samengesteld en haar opdrachten opnieuw volledig kan opnemen.

10.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, uw antwoord is niet om vrolijk van te worden. Ik begrijp ook dat u de situatie niet aanvaardbaar vindt. Een en ander is ook niet ernstig. Dat stond inderdaad ook in de vraagstelling. De regering werd al in september 2025 gewaarschuwd om tijdig aan de benoemingsprocedure te beginnen gelet op het feit dat het voordien ook al eens fout liep.

U herinnert eraan dat er een voordracht nodig is door de Raad van State, de eerste minister en de minister van Binnenlandse Zaken. Aan u kan ik vragen of dat laatste al is gebeurd. U zegt van niet. Dan is het wel zeer moeilijk. U verwijst naar artikel 32 van de Grondwet en artikel 8 van de wet, maar daarmee is er nog geen oplossing. Volgens u moet wie in een conflictsituatie zich beroept op het recht om een document in te zien en dat tot tweemaal toe geweigerd weet door de administratie, maar naar de Raad van State stappen. U weet echter even goed dat het niet vanzelfsprekend is om beroep bij de Raad van State aan te tekenen. Dat kost namelijk geld, als men de hulp van een advocaat moet invoeren, om nog maar te zwijgen van de tijd dat zo'n procedure in beslag neemt. Dat is geen oplossing. Naar de Raad van State stappen betekent dat iemand de facto zijn of haar recht niet kan uitputten, en dat terwijl de gemakkelijker toegankelijke beroepscommissie niet meer functioneert. Ik betreur dat ten zeerste. Ik zal ook de andere ministers en vooral de eerste minister over de kwestie ondervragen. Ik hoop echt dat de procedure nu zo snel mogelijk vooruitgaat en dat de Commissie zo snel mogelijk opnieuw kan worden samengesteld. De huidige situatie is immers echt niet aanvaardbaar.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: La question n° 56018139C de M. François De Smet est reportée.

11 Samengevoegde vragen van

- **Sam Van Rooy aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De aanwezigheid en activiteiten van Hamasleden en -jihadisten in Antwerpen" (56018193C)**
- **Sam Van Rooy aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het event van de moslimbroederschap in Brussel" (56018688C)**

11 Questions jointes de

- **Sam Van Rooy à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La présence à Anvers de membres et de djihadistes du Hamas" (56018193C)**
- **Sam Van Rooy à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'événement organisé par les Frères musulmans à Bruxelles" (56018688C)**

11.01 Sam Van Rooy (VB): Minister, uit een reportage van *N12 News*, die voor de zomer werd gelanceerd, blijkt dat Antwerpen een broeinest aan het worden is van Hamasleden en zelfs Hamasjihadisten, Hamasterroristen. Ik heb dat gisteravond uiteraard ook aangekaart in de Antwerpse gemeenteraad. Deze Hamasleden of Hamasterroristen baten in Antwerpen winkels en restaurants uit die namen dragen als Al-Quds en Al-Aqsa. Ze sturen geld naar Hamas in Gaza en bedreigen ook tegenstanders van Hamas, ook op ons grondgebied. Sommigen kregen zelfs de Belgische nationaliteit.

De klokkenluiders die in die reportage te zien zijn, durven ook in Antwerpen – zelfs in Antwerpen – alleen anoniem te getuigen. Ik hoop dat u de reportage ondertussen goed hebt bekeken. Ze weten dat Hamas hier aanwezig is en zijn logischerwijze bang voor zichzelf en hun familie, hier of in Gaza. Wie kan hun dat kwalijk nemen?

Een van die Palestijnse tegenstanders van Hamas die in de reportage te zien is, stelt: "Europa moet wakker worden, want het wordt van binnenuit vernietigd. Het is al bijna vernietigd. Deze Hamasleden zijn tegen alles waar Europa voor staat. Ze zijn tegen de basisprincipes van het land waarin ze leven."

Ondertussen werd ook bekend dat een vluchteling uit Gaza die in contact staat met Hamas en online Hamaspropaganda verspreidt, werkt op de luchthaven van Luik. Ondertussen werd ook bekend dat Hamas jihadistische terreuraanslagen in Europa voorbereidde.

Mijn vraag is evident, mijnheer de minister. Wat is uw reactie hierop en wat doet u daaraan?

Dan was er het Forum of European Muslim Youth and Student Organizations, een Europese moslimjeugdorganisatie die – u raadt het al – banden heeft met de Moslimbroederschap. Die heeft op 21 september, vorige week dus, in Brussel haar jaarlijkse Europese actiedag tegen islamofobie gehouden, nota bene in het Europees Parlement. Een Frans overheidsrapport uit 2025 beschrijft deze club nochtans als een belangrijke speler binnen netwerken die gelieerd worden aan de Moslimbroederschap.

Mijnheer de minister, was u op de hoogte van dit evenement van de Moslimbroederschap in Brussel? Vindt u dat zulke evenementen en activiteiten van de Moslimbroederschap moeten kunnen plaatsvinden op ons grondgebied? Of – en dat hoop ik – wilt u alles in het werk stellen om de activiteiten van Hamas, maar ook van de Moslimbroederschap in België, te stoppen?

11.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Van Rooy, terrorisme, gewelddadig extremisme en radicalisering vormen een ernstige bedreiging voor de veiligheid, de democratische rechtsstaat en de fundamentele waarden van onze samenleving. Elke vorm van ondersteuning van terroristische organisaties of het aanzetten tot geweld is onaanvaardbaar. Om veiligheidsredenen kan ik niet ingaan op specifieke dossiers.

Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de rol van de VSSE – dus toezicht zonder dat er sprake hoeft te zijn van een strafbaar feit – en die van de politie. Uw twee vragen dienen ook door de VSSE te worden beantwoord. Daarom verwijs ik u naar de minister van Justitie.

11.03 **Sam Van Rooy** (VB): Minister, dank voor uw antwoord en uw doorverwijzing. Ik stel al dit soort vragen tegenwoordig inderdaad aan meerdere ministers. Helaas geven zij mij nooit een antwoord dat enige voldoening biedt.

Beseft de regering wel dat het al vijf over twaalf is, minister? Het was toch al erg genoeg dat er in ons land al honderdduizenden mensen zijn, uiteraard vooral moslims, die Hamas steunen of zelfs vergoelijken. Nu blijkt uit een nieuwe reportage dat Antwerpen een broeinest aan het worden is van Hamasleden en zelfs Hamasterroristen, van wie sommigen zelfs de Belgische nationaliteit hebben gekregen. Hamas bereidde ondertussen al jihadistische aanslagen voor in Europa.

Laten we nooit vergeten dat Hamas een tak is van de Moslimbroederschap. Dat is een gigantische, zeer goed georganiseerde wereldwijde jihadistische organisatie die ons probeert te veroveren, te onderwerpen en te islamiseren. Een jongerentak van de Moslimbroederschap kon echter vorige week in Brussel nog doodleuk zijn jaarlijkse conferentie tegen zogenaamde islamofobie houden. Terwijl de Moslimbroederschap al jaar en dag verboden is in de Verenigde Arabische Emiraten, in Saoedi-Arabië, in Jordanië en in Egypte, kan ze bij ons al decennialang woekeren en onze samenleving islamiseren. Mijnheer de minister, tien jaar na de dodelijke islamitische aanslagen in Brussel is België meer dan ooit een draaischijf van de islamitische jihad.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 **Question de François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'exercice significatif de missions policières par le personnel CALog" (56018210C)**

12 **Vraag van François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De uitoefening van een aanzienlijk aantal politietaken door het CALog-personeel" (56018210C)**

12.01 **François De Smet** (DéFI): Je renvoie au texte écrit de ma question. Je sais que le ministre a une réponse longue dont il est possible qu'il ne lise qu'un extrait, sachant que je pourrai recevoir la version complète.

Le journal De Tijd a mis en évidence tout récemment le fait que le COC (ndlr: organe de contrôle de l'information policière) révélait que le CALog, cadre administratif et logistique qui représente environ 10000 membres (civils) du personnel sur les 50000 membres de la police, accomplirait de plus en plus de tâches dévolues légalement aux policiers - rédiger des procès-verbaux et des rapports d'information, diriger des opérations, consulter des bases de données, piloter des drones- alors que leur rôle est d'apporter un "soutien" opérationnel.

Cette pratique justifiée par des pénuries de personnel l'importance grandissante des technologies, et par le coût inférieur du personnel civil, est dénoncée par le COC, d'autant que la notion de "soutien" est assez incertaine juridiquement, qui relève également le fait que chez beaucoup de chefs de corps, l'idée circule que la police doit se concentrer sur le maintien de l'ordre, et que le reste peut être externalisé

L'organe de contrôle fixe la limite aux décisions, prises de façon autonome par une personne non habilitée, susceptibles d'influencer une enquête ou d'avoir des conséquences sur les droits des citoyens, et a ainsi récemment recadré une zone de police qui faisait piloter des drones policiers par une personne privée. L'organe de contrôle rappelle que l'exercice illégal de compétences policières est passible de peines d'emprisonnement et recommande une clarification légale, la possibilité pour le personnel civil de suivre une formation opérationnelle adaptée.

Sans préjudice de la nécessité du personnel civil dans le fonctionnement des zones de police et des besoins en expertise, il n'en demeure pas moins que ce glissement en termes d'exercice de missions policières peut être préjudiciable ainsi que le rappelle le président du COC pour lequel une pénurie de personnel ne devrait pas devenir une réforme silencieuse du droit policier.

En conséquence, Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir:

si ses services procèdent à l'analyse de cet avis du COC?

si il entend recadrer cette pratique qui, si elle devient structurelle, juridiquement peut entraîner des conséquences?

si il entend prendre une initiative législative afin de circonscrire de manière plus précise la notion de "soutien au travail opérationnel" exercé par le CALog, ainsi que le recommande le COC?

12.02 Bernard Quintin, ministre: J'ai pris connaissance de l'avis d'initiative DD 260037 du 27 juillet 2026 de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC), relatif au rôle des membres du personnel du cadre administratif et logistique, les CALog, dans la gestion de l'information policière. La question est importante mais elle nécessite de bien distinguer plusieurs choses.

Au sein de la police intégrée, tous les membres du personnel ne font pas partie du cadre opérationnel. À côté des policiers qui exercent les compétences de police, la police dispose également d'un cadre administratif et logistique. Celui-ci comprend notamment des profils spécialisés en matière juridique, financière, informatique, d'analyse ou de gestion de l'information. Le principe constitutionnel est clair : l'article 184 de la Constitution impose que les attributions de la police trouvent leur fondement dans la loi. Un membre du personnel CALog ne peut donc pas exercer une compétence que la loi réserve au cadre opérationnel et ne peut pas exécuter de mesures de police.

Toutefois, la question est différente lorsqu'il s'agit de la gestion de l'information policière. Traiter une information relative à une mesure de police, y compris lorsque ce traitement comporte une appréciation, ne signifie pas nécessairement exécuter cette mesure de police. Sur ce point, le législateur est expressément intervenu en 2020. Il a voulu permettre aux membres du personnel CALog de participer au traitement de l'information policière opérationnelle, tout en maintenant la distinction entre le cadre opérationnel et le cadre administratif et logistique.

Concrètement, l'article 118 de la loi sur la police intégrée prévoit que les membres du personnel CALog contribuent à l'exécution des missions de police, notamment en traitant des données policières. Parallèlement, l'article 44/11/14 de la loi sur la fonction de police va plus loin. Pour l'application de l'ensemble de la section 12 de cette loi, consacrée à la gestion de l'information policière, les membres du personnel CALog concernés sont assimilés aux services de police. Cette précision est importante. Elle signifie que le législateur n'a pas entendu limiter le rôle des CALog à de simples opérations matérielles ou administratives effectuées à côté de la gestion de l'information policière. Il l'a expressément intégré dans le dispositif légal qui organise cette gestion.

Cela ne signifie évidemment pas qu'un membre du personnel CALog devient pour autant un membre du cadre opérationnel. La distinction entre les deux cadres demeure, tout comme les limites fixées par la loi. Le CALog ne peut exercer une compétence légalement réservée au cadre opérationnel et ne peut exécuter une mesure de police.

Le débat n'est pas nouveau. Lorsque cette réforme a été préparée en 2020, le COC avait déjà attiré très clairement l'attention du législateur sur sa portée. Il avait relevé que les tâches envisagées pour les membres du personnel CALog allaient au-delà de simples opérations techniques ou administratives et pouvaient constituer, selon ses propres termes, des traitements policiers opérationnels à part entière. Il citait notamment la qualification des faits, la mise en relation des données policières ou encore le contrôle des enregistrements.

J'ajouterais qu'il faut également tenir compte de l'évolution des profils recrutés dans le cadre logistique. Il est évident que le cadre civil de la police a évolué. Les profils engagés aujourd'hui sont différents de ceux qui étaient envisagés il y a vingt-cinq ans, lors de la création de la police intégrée en Belgique.

12.03 François De Smet (DéFI): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse cohérente avec l'évolution à la fois des missions de la police et du personnel qui y travaille. Ce personnel a parfois exercé d'autres fonctions auparavant, pourra éventuellement en exercer d'autres à l'avenir et peut donc également assumer des missions actuellement. Merci pour ces précisions, qui me semblaient nécessaires à faire acter à la suite de l'avis émis par l'Organe de contrôle de l'information policière.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

13 Samengevoegde vragen van

- **Arthur Orlans aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De stand van zaken en de financiering van het sectorale politieakkoord van 60 miljoen euro" (56018213C)**

- **Matti Vandemaele aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het nieuwe sociaal akkoord met de politie" (56019405C)**

13 Questions jointes de

- **Arthur Orlans à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'état des lieux et le financement de l'accord sectoriel de la police de 60 millions d'euros" (56018213C)**

- **Matti Vandemaele à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le nouvel accord social avec la police" (56019405C)**

De **voorzitter**: De heer Orlans laat zich verontschuldigen.

13.01 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, vorige week hebt u tijdens de plenaire vergadering al toelichting gegeven bij het sociaal akkoord. U verklaarde toen dat u in eerste instantie 30 miljoen en later 60 miljoen euro van uw eigen budget zou aanwenden, wat zeer nobel is. De vraag is dan natuurlijk waarvoor dat bedrag vandaag wordt gebruikt. Welke taken kunnen desgevallend niet meer worden uitgevoerd?

Ten tweede, ik krijg veel reacties van CALog-medewerkers die hun bezorgdheid uiten. Zij hebben het gevoel dat zij minder belangrijk zijn, aangezien zij niet worden meegenomen in die eerste fase. Ik heb hun beloofd om die bezorgdheid hier aan te kaarten.

Ten derde, werken met een kostuumtoelage, dat is bijzonder als men slechts tweemaal per jaar een kostuum draagt. Zo bouwt men geen pensioen op. Alles wat aan het loon vasthangt wordt niet meegenomen wanneer zulke truken worden gebruikt. De vraag is dan natuurlijk of de federale overheid op die manier een loonbeleid moet voeren.

Dat zijn mijn drie vragen.

13.02 Minister Bernard Quintin: Mijnheer Vandemaele, als minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken hecht ik bijzonder veel belang aan het sociaal overleg met de syndicale partners. Net voor ik vorige week donderdag tijdens de plenaire vergadering over het nieuwe sociaal akkoord heb gesproken, heeft mijn vertegenwoordiger in de schoot van het onderhandelingscomité van de politiediensten het inmiddels afgeklopte kwantitatieve luik ter ondertekening voorgelegd.

Concreet voorziet het akkoord in 30 miljoen euro voor 2027, in 30 miljoen voor 2028 en in 60 miljoen, recurrent, vanaf 2029. De 30 miljoen bijkomende middelen voor 2029 zullen worden vrijgemaakt binnen een globaal akkoord over zowel het kwalitatieve als het kwantitatieve luik.

Twee van de vier vakbonden hebben zich met een ruime meerderheid van hun leden voor het voorstel in het kader van de maatregelen voor de aantrekkelijkheid van het politieberoep uitgesproken. Ze zijn ermee akkoord gegaan om de beschikbare middelen vanaf 1 januari 2027 prioritair aan te wenden voor een verhoging van de bezoldiging van de operationele personeelsleden. Ik heb me echter samen met hen ertoe verbonden om naast de verdere concrete uitwerking van het volledige kwalitatieve luik vanaf 2029 de 60 miljoen euro in te zetten voor maatregelen die zowel het operationele personeel als het CALog-personeel, dus ook het burgerpersoneel, ten goede komen.

De komende maanden zetten we dus verdere stappen om het politieberoep aantrekkelijker te maken en nieuw talent aan te trekken. Zoals u weet hebben we jonge en ambitieuze mensen nodig om bij de politie te komen werken.

Ik wil zeker ook het bestuurlijke personeel niet vergeten. We hebben een preakkoord met de vakbonden over 60 miljoen euro. Daarom heb ik een aantal keuzes gemaakt, aangezien ik daarvoor middelen moet vrijmaken in mijn begroting, zijnde de gewone begroting van de federale politie en het recurrente budget van mijn provisie. Het getuigt van goed bestuur om na te gaan wat we kunnen doen met de beschikbare middelen en niet altijd meer geld te vragen. Dat is een politiek standpunt dat ik verdedig.

Bij de keuzes die ik heb gemaakt, heb ik rekening gehouden met het feit dat er in 2027 en in 2028 slechts 30 miljoen euro beschikbaar is. Die middelen dienen in eerste instantie om het operationele personeel een vergoeding van bijna 700 euro netto per jaar toe te kennen. De tweede schijf van 30 miljoen euro, wat later 60 miljoen euro wordt, zal worden gebruikt voor maatregelen die voor beide personeelscategorieën gelden, dus zowel voor het operationele als voor het bestuurlijke personeel van de politie.

Ik herhaal en benadruk dat we op beide vlakken moeten werken. Er zijn zowel kwantitatieve als kwalitatieve maatregelen gepland die tijdens het conclaaf werden genomen om het politieberoep en de functies binnen het bestuurlijke kader aantrekkelijker te maken. Ik heb er ook voor gekozen om alles ten laste van mijn federale begroting te nemen. Dat geldt dus voor zowel de federale als de lokale politie.

13.03 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, vrijgemaakt binnen uw eigen budget, zegt u. Ik vind dat een politieke, maar zeker een verdedigbare keuze. Mijn vraag was echter, als dat uit het werkingsbudget van de federale politie komt, wat zal de federale politie dan niet meer doen? Als men bij een organisatie zoals de federale politie op termijn 60 miljoen euro recurrent wegneemt, dan kan men niet hetzelfde doen. Ik herhaal mijn vraag. Welke taken vallen weg bij de federale politie? Of zal de federale politie vanaf 2029 voor 60 miljoen euro per jaar efficiënter werken? Dat kan. Bij de federale politie vallen er zeker efficiëntiewinsten te boeken, maar 60 miljoen euro vind ik toch zeer stevig.

Ik begrijp ook dat als er maar 30 miljoen euro te besteden valt, men een keuze moet maken tussen de mensen op het terrein en het CALog-personeel. U hebt gewoon een keuze gemaakt; veel meer moeten we daar niet achter zoeken. Het CALog-personeel doet even waardevolle taken voor de federale politie; daar bent u het mee eens, denk ik. Het zou me verwonderen als dat niet zo was. Ik begrijp echter nog altijd niet waarom zij twee jaar moeten wachten en waarom u niet betaalt via loon, maar wel via kostuumvergoedingen en dergelijke. Daar hebt u ook niet op geantwoord.

13.04 Bernard Quintin, ministre: Si vous me le permettez, monsieur Vandemaele, j'interviens tout de même. D'abord parce que je ne veux pas laisser dire que je fais une différence.

Ik maak geen kwaliteitsverschil tussen het operationeel personeel en het administratief personeel.

Il faut cependant poser des choix, avec des budgets limités. Je constate aussi que la plus grande difficulté à laquelle nous sommes confrontés concerne le recrutement des policiers du cadre opérationnel. Pour ma part, je fais des choix fondés sur des analyses, sur des chiffres et sur les réalités du terrain. Ça c'est la première chose.

Et je n'oublie pas le personnel civil, puisque dans la deuxième tranche de 30 millions d'euros, qui portera de manière récurrente cette deuxième phase de l'accord sectoriel à 60 millions d'euros, des

mesures concerneraient également le cadre civil. Je ne les oublie donc pas. J'avance simplement par étapes, parce que je souhaite répondre à une réalité: il est aujourd'hui plus difficile d'attirer des policiers du cadre opérationnel que du personnel du cadre civil au sein de la police.

J'ai également fait le choix de la prime d'uniforme qui, comme vous l'avez indiqué, concerne l'ensemble du cadre opérationnel, qu'il porte ou non un uniforme au quotidien. Cette formule permet d'octroyer 58 euros nets supplémentaires par mois. Si, dans le cadre d'une enveloppe fermée de 60 millions d'euros négociée avec les syndicats, j'avais opté pour une augmentation salariale classique, nous savons tous que, compte tenu des cotisations sociales et des autres prélèvements, le montant net perçu aurait été nettement inférieur à 58 euros par mois. Il s'agit donc d'un choix délibéré.

Deux syndicats ont marqué leur accord sur cette proposition. Un troisième doit encore se prononcer le 1^{er} octobre. Quant au quatrième, il n'a pas donné son accord: parmi ses membres consultés, 47 % ont voté contre et 46 % ont voté pour. Je respecte ce résultat démocratique: 47 %, c'est plus que 46 %. Je constate toutefois que 46 % des membres de la police syndiqués à la CSC se sont tout de même prononcés en faveur de cette mesure et qu'ils bénéficieront, bien entendu, eux aussi de cette augmentation, à l'instar de tous les autres.

13.05 **Matti Vandemaele** (Ecolo-Groen): Dank u wel, mijnheer de minister.

U beschouwt wat het CALog-personeel doet als even belangrijk als wat het personeel op het terrein doet. Uiteraard. Daar ben ik het mee eens. Ik had ook niets anders verwacht. Ik kan echter alleen maar vaststellen dat u nu 700 euro netto per jaar zult geven aan de mensen op het terrein. U had er ook voor kunnen kiezen om het CALog-personeel en het personeel op het terrein in een eerste fase minder te geven, en daarna trapsgewijs omhoog te gaan, zodat al het personeel vanaf dag 1 meer krijgt. Dat is een beleidskeuze. Dat is niet erg, maar het is wel een beleidskeuze. Het is dus belangrijk dat u dat assumeert.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

14 Questions jointes de

- **Ridouane Chahid à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Une arrestation violente à Asse" (56018236C)**

- **Lydia Mutyebele Ngoi à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'intervention policière survenue à Asse" (56018856C)**

- **Rajae Maouane à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'intervention policière à Asse" (56018888C)**

14 Samengevoegde vragen van

- **Ridouane Chahid aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Een hardhandige arrestatie in Asse" (56018236C)**

- **Lydia Mutyebele Ngoi aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het politieoptreden in Asse" (56018856C)**

- **Rajae Maouane aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het politieoptreden in Asse" (56018888C)**

14.01 **Ridouane Chahid (PS):** Monsieur le ministre, comme beaucoup, j'ai été très choqué, par les images que j'ai vues et qui ont été relayées sur les réseaux sociaux ainsi que dans la presse concernant l'arrestation, le 5 août dernier à Asse, d'une mère de famille. On peut voir sur les vidéos et les images diffusées que celle-ci a le visage ensanglanté. Elle aurait également eu plusieurs côtes cassées.

Cette arrestation musclée ferait suite à des troubles survenus dans un bus. Un jeune homme aurait alors été interpellé à la sortie de ce bus puis reconduit à son domicile. Selon les éléments communiqués quelques jours plus tard par le parquet, sa mère et sa sœur seraient intervenues. Sa mère aurait finalement été arrêtée par la police. Les images que nous avons pu voir concernent cette arrestation.

Je respecte pleinement le travail tant de la justice que de nos policiers, dont nous connaissons la difficulté de la mission. Cependant, même si une enquête est en cours, je pense qu'il est nécessaire de pouvoir également s'interroger sur la manière dont cette intervention s'est déroulée. Nous ne pouvons pas tolérer celle-ci et nous pouvons nous poser la question de la proportionnalité du recours à la force,

voire d'éventuels faits à caractère raciste, si ceux-ci venaient à être établis. Il en va également de la légitimité de nos forces de police et de la confiance que les citoyens placent dans leur action.

Dès lors, monsieur le ministre, quelles informations pouvez-vous nous communiquer à ce stade, sans porter atteinte à l'enquête en cours? Par ailleurs, des enquêtes ont-elles été ouvertes à l'égard des policiers intervenus lors de cette intervention?

14.02 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, comme mon collègue l'a rappelé, le 5 août dernier, nous avons vu à Asse une famille d'origine congolaise être victime de violences policières particulièrement graves. Toutes et tous, nous avons en tête ces images de la maman qui a subi plusieurs violences. Son visage était tuméfié. Elle aurait eu trois côtes cassées. Au départ, selon sa famille, un jeune homme aurait été interpellé après un incident dans un bus De Lijn. Il aurait ensuite été violemment frappé par plusieurs policiers à proximité de son domicile. Nous voyons sur ces images sa mère et sa sœur venues lui porter assistance, avant de subir à leur tour des violences. Plusieurs témoins ont filmé la scène. Ces images ont été rendues publiques par la plateforme SOS-Violences racistes et sont visibles sur son réseau social. Puis, elles ont été relayées par plusieurs médias.

Le parquet de Hal-Vilvorde présente, lui, une version différente des faits. Je ne veux pas préjuger de quoi que ce soit. C'est précisément le rôle d'une enquête indépendante de faire toute la lumière sur ce qui s'est passé. Néanmoins, je continue de me demander comment une intervention policière résultant d'un incident dans un bus peut dégénérer à ce point.

Monsieur le ministre, comment peut-on garantir que les personnes interpellées, quelle que soit leur origine, et vous savez à quel point nous sommes sensibles à cette question – puisque ce n'est pas la première fois que je vous interroge à ce sujet –, soient traitées dignement et dans le respect de leurs droits fondamentaux? Pouvez-vous nous informer des mesures prises pour garantir que l'enquête soit impartiale et transparente? Le Comité P a-t-il été saisi, Quelles garanties existent-elles pour que les éventuelles responsabilités policières soient établies sans complaisance? Enfin, quelles mesures comptez-vous prendre, monsieur le ministre, pour lutter contre les violences policières et lutter contre le racisme dans les services de police afin que chaque citoyen et chaque citoyenne puissent avoir confiance en celles et ceux qui sont censés nous protéger? Je renvoie, en l'espèce, à l'enquête que l'ONU avait diligentée sur la présence de racisme structurel dans nos institutions, y compris la police.

14.03 Bernard Quintin, ministre: Madame Maouane, monsieur Chahid, les images auxquelles vous faites référence sont évidemment à tout le moins interpellantes et de toute façon choquantes. Je comprends les questions qu'elles suscitent mais précisément parce que les faits évoqués sont sérieux, nous devons faire preuve de prudence, et moi plus que quiconque. Les images peuvent montrer une partie d'une intervention, mais elles ne permettent pas nécessairement d'en établir l'ensemble des circonstances. Il ne m'appartient donc pas, en tant que ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, de déterminer sur cette base les responsabilités individuelles.

Concernant les faits survenus à Asse, auxquels vous faites toutes les deux allusion, plusieurs versions des événements ont été rendues publiques et elles divergent sur des éléments importants. Il appartient aux autorités et instances compétentes d'établir les circonstances exactes des faits et, le cas échéant, les responsabilités. Que l'enquête soit impartiale, madame Maouane, c'est le principe même de l'enquête et du rôle de la justice. Il ne m'appartient pas non plus de me prononcer sur le rôle de la justice.

Je voudrais quand même rappeler que les mécanismes de contrôle de l'action policière doivent pouvoir fonctionner en toute indépendance. Donc, il ne m'appartient pas non plus, en tant que ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, de me substituer aux autorités judiciaires ou aux organes de contrôle, ni d'intervenir dans les déroulements de leurs enquêtes.

Lorsqu'une intervention policière donne lieu à des allégations d'usage disproportionné de la force ou de comportement discriminatoire, celles-ci doivent pouvoir être examinées sérieusement et objectivement. Il ne peut y avoir ni banalisation de tels faits, ni condamnation avant que les faits et les responsabilités n'aient été établis. Si des fautes devaient être établies à l'issue des procédures ad hoc, il appartiendrait aux autorités concernées d'en tirer les conséquences prévues par la loi, qu'elles soient disciplinaires ou judiciaires.

Depuis mon entrée en fonction, j'ai donné instruction à tous les services qui dépendent de moi d'être extrêmement rigoureux sur les sanctions disciplinaires en ce qui me concerne - je n'ai évidemment pas de sanctions judiciaires à donner - pour qu'elles soient toujours les plus strictes et sévères possible.

Concernant la formation et le contrôle, ces principes ne restent évidemment pas théoriques. Ils sont intégrés dans la formation et l'entraînement des policiers qui doivent leur permettre d'évaluer une situation, de maîtriser une personne en limitant autant que possible le recours à la force et d'adapter leur intervention au niveau de résistance ou de danger rencontré. À cela s'ajoutent les différents mécanismes de contrôle, internes et externes, qui permettent d'examiner les interventions contestées et, lorsqu'une faute est établie, d'en déterminer les responsabilités. La police doit disposer des moyens nécessaires pour intervenir, y compris dans des situations difficiles et violentes mais le recours à la force n'est jamais un pouvoir sans limite. Il est encadré par la loi et doit toujours pouvoir être justifié.

Vous m'interrogez plus largement sur la lutte contre le racisme au sein des services de police. Ma position est claire. Les comportements racistes ou discriminatoires n'ont pas leur place au sein de la police. Cela ne signifie évidemment pas que toute intervention contestée puisse automatiquement être qualifiée de raciste ou discriminatoire. Une telle qualification doit reposer sur des faits établis. Mais lorsqu'une dimension raciste ou discriminatoire est alléguée, elle doit être examinée sérieusement par les instances compétentes. Il faut également éviter toute généralisation à l'égard des services de police et, pour être très clair, ce n'est pas ce que vous avez fait, ni vous, madame Maouane, ni vous, monsieur Chahid.

Chaque jour, des milliers de policiers accomplissent une mission difficile au service de la population, parfois, reconnaissons-le, dans des circonstances particulièrement tendues.

Soutenir nos policiers et exiger que les interventions respectent le cadre légal ne sont pas deux positions contradictoires. Pour moi, cela va même main dans la main. C'est ce que j'appelle une police respectée, respectable et respectueuse. Les trois mots sont importants et ils vont ensemble. Il faut une police forte, qui est une police dont l'action est encadrée et contrôlée et, lorsque cela est nécessaire, susceptible de rendre compte de ses actes. C'est ainsi que nous préservons la confiance indispensable entre la population et sa police.

14.04 Ridouane Chahid (PS): Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse. Il a pris le temps de bien préciser un certain nombre de balises qui sont essentielles dans le cadre de notre démocratie. Je remercie M. Quintin d'avoir reprécisé cela ici de manière publique.

J'ai posé la question car, comme tous, j'ai été interpellé, ne connaissant pas le fond du dossier, par les images et vidéos de policiers qui n'hésitent pas à abuser de la force pour faire monter une maman ensanglantée dans un véhicule. Vous comprendrez que nous étions très choqués et que nous nous posions des questions sur la manière dont l'intervention a été faite et sur l'avant-après, car les images ne portent que sur un moment précis. Nous ne savons pas ce qu'il s'est passé avant ni la réalité des faits à l'heure où l'on parle, puisque l'enquête n'est pas clôturée.

Je voulais vraiment insister, monsieur le ministre, sur le fait que nous sommes tout à fait d'accord quant aux balises et sur la même ligne concernant cette question.

14.05 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Merci, monsieur le ministre, pour vos réponses, et merci aussi d'avoir souligné qu'on ne faisait pas de généralisation, je pense qu'il est important de le rappeler. Je comprends aussi votre prudence au regard de l'enquête en cours. Ce n'est malheureusement pas la première fois que nous vous interrogeons sur un usage qui serait disproportionné de la force ou sur un soupçon de discrimination.

Et quand on voit les images qui sont en effet, pour reprendre votre expression "spectaculaires", cela n'aide pas à renforcer la relation de confiance entre les citoyens et les forces de police. Et je sais que tant vous que moi avons à cœur d'améliorer les relations entre la population et les institutions, en ce compris la police.

Vous avez souligné que le caractère raciste des faits n'était pas établi de façon automatique. Néanmoins, lorsqu'une dimension raciste est alléguée, elle doit être considérée comme une circonstance aggravante.

J'espère que l'enquête fera toute la lumière sur cette affaire, et que les éventuelles responsabilités seront bien sanctionnées.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

15 Question de Rajae Maouane à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Une femme menottée et giflée par un policier à Nivelles" (56018889C)

15 Vraag van Rajae Maouane aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Een geboeide vrouw die een klap krijgt van een politieagent in Nijvel" (56018889C)

15.01 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, voici quelques semaines, une vidéo a circulé sur les réseaux sociaux montrant une femme menottée recevoir une gifle d'une policière alors qu'elle s'apprêtait à monter dans un combi de la zone de police Nivelles/Genappe. Deux autres agents étaient présents au moment des faits. Ces images ont suscité beaucoup d'émotion, et à juste titre. Une enquête interne a été annoncée afin de déterminer les circonstances précises de cette intervention. Pouvez-vous nous le confirmer?

Monsieur le ministre, au-delà de cette enquête, cette vidéo pose une question fondamentale, celle du respect des droits des personnes interpellées et de l'usage de la force par nos services de police.

Lorsque quelqu'un est menotté, pouvez-vous nous rappeler les règles qui encadrent l'usage de la force à son égard? Quelles sont les garanties pour prévenir les comportements disproportionnés ou les violences injustifiées lors des interpellations?

Enfin, pouvez-vous nous indiquer si vous disposez d'informations sur les suites données à cette affaire et si des mesures sont envisagées pour garantir que de tels faits ne se reproduisent pas?

15.02 Bernard Quintin, ministre: Madame Maouane, pour la question du contexte, je vous renvoie à ma réponse aux questions n^{os} 56018236C, 56018856C et 5601888C.

S'agissant de la zone de police Nivelles/Genappe, je ferai évidemment preuve de la même prudence quant aux faits. Les circonstances précises de cette intervention doivent être établies par les instances compétentes. Par conséquent, je ne vais pas anticiper leurs conclusions ni me prononcer sur une éventuelle responsabilité individuelle. Néanmoins, je me permettrai quand même de dire, parce que la police sait que je la soutiens, que j'ai été particulièrement interpellé par les images que j'ai vues. De nouveau, il y a un contexte et une enquête, mais je ne voudrais pas que l'on pense que je suis resté insensible aux images que j'ai vues, tout comme vous.

En tout cas, vous m'interrogez sur les règles qui encadrent l'usage de la force par les policiers, notamment lorsque quelqu'un est menotté. L'article 37 de la loi sur la fonction de police encadre strictement le recours à la contrainte et à la force. Celui-ci doit être nécessaire au regard des circonstances et proportionné à l'objectif poursuivi. Le menottage d'une personne réduit évidemment, en de nombreuses situations, sa capacité de résistance ou le danger qu'elle peut représenter. Soyons de bon compte: cela ne signifie toutefois pas que tout recours ultérieur à la contrainte soit par principe exclu. Je parle ici de manière générale de l'article 37.

Toute contrainte doit cependant rester nécessaire et proportionnée au regard des circonstances concrètes, du comportement de la personne et l'objectif poursuivi. C'est précisément cette appréciation qui doit être effectuée sur la base de l'ensemble des circonstances d'une intervention. Je vous remercie de votre attention.

15.03 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse et de ces rappels très utiles. J'espère qu'ils sont relus très régulièrement dans les commissariats. Voir une femme menottée être giflée sans que les autres policiers ne réagissent prête à un grand questionnement.

En tout cas, j'ai pleine confiance en l'enquête en cours. J'espère que les responsabilités pourront être établies et que, le cas échéant, des sanctions seront prises.

16 Question de François De Smet à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "L'éblouissement des pilotes par des faisceaux laser à l'aéroport de Bruxelles-National" (56018248C)

16 Vraag van François De Smet aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De verblinding van piloten door laserstralen vlak voor de landing op Brussels Airport" (56018248C)

16.01 **François De Smet** (DéFI): monsieur le ministre, la presse nous rapporte le 18 août dernier, sous le titre "Des pilotes visés par des lasers à Brussels-Airport", que des équipages en phase d'atterrissage à Zaventem ont été visés par des faisceaux lasers dans la nuit qui précédait, information confirmée par skeyes. La zone de police locale de Dilbeek a immédiatement dépêché une patrouille mais a dû constater que la localisation exacte de la source restait inconnue. Cela peut prêter à sourire mais je trouve ces pratiques assez sérieuses et potentiellement dangereuses.

En 2025, on comptait 169 incidents de ce type. Il s'agit d'infractions pénales passibles de peine d'emprisonnement, l'éblouissement d'un équipage en phase d'approche étant réprimé normalement sur la base de dispositions du Code pénal relatives à la mise en danger de la sécurité des transports. Aucune réglementation spécifique, par contre, ne restreint la vente au public des pointeurs laser des types 3B et 4. Étant donné que la compétence en matière de police aéronautique relève la police fédérale au travers de sa direction de police aéronautique, je me permets de vous interroger sur ces incidents.

Êtes-vous en mesure de communiquer le nombre d'incidents d'éblouissement par laser enregistrés annuellement de 2021 à 2026 par aéroport? Parmi ces incidents, combien d'auteurs ont été identifiés? Combien de dossiers ont été transmis au parquet et combien de condamnations ont été prononcées?

Deuxièmement, que contient le protocole d'intervention liant skeyes, la police aéronautique fédérale et les zones de police locales concernées? Y a-t-il un délai moyen entre le signalement par l'équipage et l'arrivée d'une patrouille? Enfin, envisage-t-on, en concertation avec vos collègues de l'Économie et de la Justice, l'encadrement de l'importation et de la vente au public de ces pointeurs laser?

16.02 **Bernard Quintin**, ministre: Monsieur De Smet, je vais évidemment vous décevoir sur une partie de mes réponses, mais certainement pas sur le sérieux avec lequel il convient de traiter ce sujet, qui peut en effet paraître anodin par rapport à d'autres sujets que nous avons abordés aujourd'hui ou que nous abordons en général, mais que je ne prends pas du tout à la légère.

Concernant vos demandes statistiques, vous ne serez pas étonné que je vous renvoie, comme le veut la tradition, vers une question écrite, à laquelle je répondrai dans un délai certainement plus court que je ne le fais pour d'autres questions de votre voisin.

Je condamne bien entendu tout acte de ce genre, à l'égard duquel les modalités opérationnelles de coopération entre skeyes, la police fédérale et les zones de police locale concernées font l'objet de procédures de travail spécifiques.

Pour des raisons de sécurité et afin de préserver l'efficacité opérationnelle des interventions, il n'est pas opportun de communiquer publiquement le détail de ces procédures. Les signalements sont toutefois transmis et traités par les services compétents conformément aux procédures en vigueur et aux responsabilités de chacun.

J'en profite pour gloser un peu sur les responsabilités de chacun. La loi, elle est là, comme vous l'avez rappelé. Cela n'empêche pas des imbéciles de penser qu'il est intelligent d'aller aveugler des pilotes avec des lasers. La loi ne peut pas tout, la police ne peut pas tout. Un peu d'éducation, je pense que ça ne fait pas de tort. La loi donne le cadre mais elle ne peut pas tout.

Il faut davantage signaler les dangers que cela représente. Faisons un parallèle qui vaut ce qu'il vaut: des gens pensent qu'il est amusant de jeter des cailloux depuis des ponts sur les voitures. Pourtant, cela tue des gens et donc, ce n'est pas amusant.

Des actes imbéciles doivent entraîner des réactions collectives. Il est peut-être bon d'envoyer la police

sur place mais cela suppose de savoir où se trouve la personne qui utilise le laser. On voit donc immédiatement la quasi-impossibilité dans laquelle se trouve la police locale lorsqu'il s'agit de retrouver les personnes qui, à l'extérieur du périmètre de l'aéroport, commettent ce type d'actes. Et je l'assume et je le répète, ce sont des actes imbéciles.

Quant à votre dernière question, je vous renvoie vers mon très estimé collègue, le ministre de l'Économie, puisque c'est lui qui est compétent en la matière. Vous savez que, comme libéral, et cela peut paraître contre-intuitif pour un ministre de l'Intérieur, je ne pense pas que l'interdiction doive être la réponse à tout. Parce que si vous interdisez les lasers de type X, Y ou Z, d'autres apparaîtront.

Il faut un cadre légal permettant d'agir lorsqu'il le faut, mais également faire appel à la responsabilité individuelle. C'est aussi une conviction libérale, au sens premier du terme, et je sais que vous partagez également ce point de vue. Nous devons pouvoir faire appel à la responsabilité individuelle. J'y crois sincèrement. Si j'insiste un peu aujourd'hui, dans l'intimité relative de cette commission, c'est parce que j'ai parfois l'impression, après presque deux ans comme ministre de l'Intérieur, que certains voudraient que la loi règle tout et que la police fasse tout. Il existe aussi une responsabilité individuelle qu'il faut rappeler et assumer.

Pour ce qui concerne une éventuelle interdiction de certains types de lasers, notamment de classes 3B et 4, je vous renvoie donc vers le ministre de l'Économie. J'ai néanmoins pris votre question comme une occasion de sensibiliser chacun à cette problématique. Des mesures sont prises, même si je n'entre pas dans le détail ici.

16.03 François De Smet (DéFI): Merci, monsieur le ministre en espérant que votre appel au sens des responsabilités sera entendu. Il existe toujours un équilibre délicat à trouver entre la responsabilisation et l'interdiction. Pour certains objets et certains usages, une interdiction peut parfois s'avérer nécessaire. Espérons donc que quelques petits malins ne soient pas tentés d'aller plus loin dans ce genre de comportement.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

17 Vraag van Matti Vandemaele aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het BE-Alertbericht waarmee het einde van de voorzorgsmaatregelen aangekondigd wordt" (56018305C)

17 Question de Matti Vandemaele à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le message de BE-Alert annonçant la fin des mesures de précaution" (56018305C)

17.01 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Ik verwijst naar de ingediende vraag.

Op 19 augustus brak in Menen een zware brand uit, met aanzienlijke rookontwikkeling. Om 7.46 uur ontving ik via BE-Alert een waarschuwing met de vraag om uit voorzorg ramen en deuren gesloten te houden en mechanische ventilatie en airconditioning uit te schakelen.

Dat is uiteraard exact waarvoor BE-Alert dient. Burgers worden snel en rechtstreeks gewaarschuwd en krijgen duidelijke instructies over wat ze moeten doen om zichzelf te beschermen.

Wat mij wel opviel, is dat ik nadien geen nieuw BE-Alertbericht ontving toen die voorzorgsmaatregelen niet langer nodig waren. Wie enkel op het oorspronkelijke bericht afging, wist dus niet wanneer ramen opnieuw geopend konden worden of ventilatie opnieuw kon worden ingeschakeld.

Wanneer de overheid via BE-Alert een concrete veiligheidsinstructie geeft, lijkt het mij logisch dat ze via hetzelfde kanaal ook laat weten wanneer die instructie wordt opgeheven.

Mijn vragen aan u zijn:

Ten eerste, bestaan er vandaag richtlijnen voor het versturen van een eindbericht via BE-Alert wanneer een eerder gegeven veiligheidsinstructie wordt opgeheven?

Ten tweede, werd na de brand in Menen een dergelijk eindbericht via BE-Alert verstuurd? Zo niet,

waarom niet?

Ten derde, bent u van oordeel dat bij dergelijke waarschuwingen systematisch een eindbericht zou moeten worden verstuurd zodra de voorzorgsmaatregelen niet langer gelden?

Ten vierde, bent u bereid om de richtlijnen voor het gebruik van BE-Alert op dat punt te verduidelijken of aan te passen?

17.02 Minister **Bernard Quintin**: Mijnheer Vandemaele, tijdens een noodsituatie of crisis is steeds de overheid verantwoordelijk die het dichtst bij de noodsituatie staat. In het geval van een brand is dat vaak de burgemeester van de betrokken gemeente of stad. Het Nationaal Crisiscentrum stelt de tool BE-Alert ter beschikking. De praktische inzet ervan is echter de volledige verantwoordelijkheid van de betrokken lokale overheden.

Naar aanleiding van de brand in Menen op 9 augustus 2026 verzonden meerdere lokale overheden alarmeringsberichten via BE-Alert. De steden Menen en Kortrijk gebruikten hiervoor de technologie van locatiegebaseerd sms'en, waarbij alle in het gebied aanwezige gsm's en smartphones een bericht ontvangen. De stad Menen stuurde ook een afsluitend bericht om het einde van de brand mee te delen.

Het Nationaal Crisiscentrum staat in voor de tool BE-Alert, evenals voor de opleiding en training van de lokale overheden in het gebruik ervan en als tweede lijn in geval van nood. Het benadrukt in de opleiding consequent het belang van updates en eindcommunicatie. Hiervoor is een specifieke optie voorzien, de zogenaamde vervolgcampagne, die het mogelijk maakt om alle eerder bereikte gsm's en smartphones te bereiken, ongeacht hun verplaatsingen sinds de eerst verzonden sms. Deze optie staat de lokale overheden ter beschikking.

Het Nationaal Crisiscentrum evalueert de inhoud van de opleidingen en richtlijnen rond de inzet van BE-Alert voortdurend en brengt geregeld wijzigingen of verduidelijkingen aan. Het projectteam BE-Alert blijkt de praktijk van updates en eindberichten actief aan te moedigen bij de lokale overheden. Het streeft ernaar de mogelijkheid op gebruiksvriendelijke wijze aan te bieden en dit te blijven doen wanneer nieuwe alarmeringskanalen aan het BE-Alert-platform worden toegevoegd.

17.03 **Matti Vandemaele** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, dank u wel voor uw antwoord.

Ik vertrok gewoon vanuit de vaststelling dat er op een bepaald ogenblik werd gevraagd om ramen en deuren te sluiten. Maar misschien heeft mijn buurvrouw drie weken na de brand nog steeds haar ramen en deuren niet geopend. Alle gekheid op een stokje, maar ik zou het gewoon logisch vinden dat er na ontvangst van zo'n verwittiging ook standaard een eindmoment komt voor die gegeven waarschuwing.

In die zin zou ik er ten eerste voor willen pleiten om dit nog eens mee te delen aan alle gebruikers, want ik begrijp dat u daar niet zelf verantwoordelijk voor bent. Ten tweede moet het systeem misschien ook wel zo ingesteld worden dat men er na het versturen van een waarschuwing met bepaalde tijdelijke richtlijnen na bijvoorbeeld vier, zes of twaalf uur automatisch aan wordt herinnerd om eventueel een bericht te sturen dat de situatie afgehandeld is.

Ik weet niet hoe u het perfect en precies moet aanpakken, maar ik denk dat we dat wel mogen verwachten van een performante overheid. Hoe u dit aanpakt, laat ik graag aan u over.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Hiermee zijn we aan het einde gekomen van onze werkzaamheden. De vragen nrs. 56016931C en 56016935C van de heer Demon, nr. 56017420C van mevrouw Désir, nr. 56018494C van de heer Troosters, nr. 56018557C van de heer Orlans, nr. 56019154C van de heer Bergers en nr. 56018810C, nr. 56018812C en nr. 56019328C van mezelf zullen aan het verslag worden toegevoegd samen met het antwoord van de minister.

Alle andere niet-beantwoorde vragen worden uitgesteld. Bedankt, iedereen.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.29 uur.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 29.

Schriftelijk behandelde mondelinge vragen

Questions orales traitées par écrit

De antwoorden werden door de minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris bezorgd.

Les réponses ont été fournies par le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de Beliris.

18 Vraag van Franky Demon aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Het evaluatierapport over de wet betreffende de gemeentelijke bestuurlijke handhaving" (56016931C)

18 Question de Franky Demon à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le rapport d'évaluation de la loi sur l'approche administrative communale" (56016931C)

Mijnheer de minister,

De strijd tegen de georganiseerde criminaliteit blijft één van de belangrijkste veiligheidsuitdagingen waarmee ons land te kampen heeft. Om die strijd effectief te kunnen voeren, is een ketenaanpak noodzakelijk waarbinnen ieder overheidsniveau zijn rol speelt. Vanuit die optiek hebben we vorige legislatuur hard gewerkt aan een wet inzake de gemeentelijke bestuurlijke handhaving. Om de effectiviteit en efficiëntie van die wet te garanderen, werd in het regeerakkoord afgesproken om de wet te evalueren in overleg met alle betrokken partners.

Mijn vragen voor u:

1. Wat zijn volgens u de voornaamste conclusies uit het evaluatierapport van de wet gemeentelijke bestuurlijke handhaving?
2. Zal u op basis van het evaluatierapport een traject opstarten om de bestaande wetgeving te optimaliseren en te wijzigen? Zo ja, welke concrete wijzigingen wenst u daarbij prioritair door te voeren? Welke terreinactoren zal u daar verder bij betrekken?
3. Wat is de stand van zaken met betrekking tot het samenwerkingsakkoord dat gesloten zou worden tussen de federale overheid en de deelstaten om tot een uniform beleid rond bestuurlijke handhaving te komen? Werd daaromtrent reeds overleg opgestart? Wordt deze oefening gekoppeld aan de eventuele herziening van het federale wetgevend kader?
4. Welke timing hanteert u voor de voorgenomen wetsaanpassing enerzijds en het samenwerkingsakkoord anderzijds?

Antwoord - Réponse:

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.

19 Vraag van Franky Demon aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De inzet van militairen" (56016935C)

19 Question de Franky Demon à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Le déploiement de militaires" (56016935C)

Geachte minister,

Op 23 maart 2026 heeft Defensie operatie Green Shield gelanceerd. De landmacht wordt ingezet om Joodse sites en instellingen in verschillende grote steden beschermen. Ongeveer 100 militairen werden ingezet, met de mogelijkheid dit op te trekken naar 200. We zijn nu meerdere weken verder. Het is dus het moment om een eerste keer de tussentijdse balans op te maken.

Ik heb hierbij volgende vragen:

1. Hoe verloopt de huidige samenwerking op het terrein tussen de militairen en de politiediensten?
 - a. Wordt de huidige samenwerking voldoende gemonitord? Hoe verloopt de rapportering?
 - b. Zijn er reeds knelpunten vastgesteld?
2. Zijn er sinds de start van Operatie Green Shield incidenten geweest waarbij militairen betrokken waren?
 - a. Indien ja, wat was de aard van deze incidenten? Wie/welke instantie droeg de eindverantwoordelijkheid?
 - b. Indien neen, op welke manier wordt dit actief gemonitord en geregistreerd?
3. Werd er reeds een evaluatie uitgevoerd sinds de inzet van de militairen?
 - a. Indien ja, wat waren de resultaten? Indien ja, wat waren de gehanteerde parameters? Indien ja, wie heeft deze evaluatie uitgevoerd?
 - b. Indien niet, waarom niet? Wordt er een evaluatie overwogen?
 - c. Wordt de Kamer betrokken bij deze evaluatie? Wanneer wordt de Kamer op de hoogte gesteld van de resultaten van deze evaluatie?

Antwoord - Réponse:

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.

[20] Question de Caroline Désir à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les violences misogynes et les violences sexuelles numériques" (56017420C)

[20] Vraag van Caroline Désir aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Geweld tegen vrouwen en digitaal seksueel geweld" (56017420C)

Monsieur le Ministre,

Le rapport 2025 de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes révèle une hausse de 53 % des signalements liés aux discriminations de genre, avec une explosion des discours misogynes et une augmentation de 32 % des violences sexuelles numériques. Les enquêtes de la RTBF et de la VRT ont mis en lumière des plateformes où des hommes diffusent des images intimes de leurs compagnes, sans consentement. Les victimes dénoncent un manque de réaction policière, des classements sans suite et une absence de prise en charge adaptée.

Le rapport souligne également que les femmes adoptent des stratégies d'évitement, voire se retirent de l'espace public pour se protéger, ce qui constitue un enjeu direct de sécurité et donc pour nos forces de police.

Monsieur le Ministre:

1. *Comment comptez-vous améliorer la manière dont les services de police prennent en charge les violences misogynes et les violences sexuelles numériques, le dépôt de plainte et le suivi des victimes ?*
2. *Quelles mesures sont prévues pour renforcer la formation des policiers, notamment en matière de cyberviolences, de deepfakes et de diffusion non consentie d'images?*
3. *Comment comptez-vous garantir une prise en charge uniforme et efficace sur l'ensemble du territoire, afin d'éviter les disparités entre zones de police ?*

Antwoord - Réponse:

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

[21] Vraag van Frank Troosters aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De aanwezigheid van een man met een kalashnikov in het station Brussel-Zuid" (56018494C)

[21] Question de Frank Troosters à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La présence d'un homme armé d'une kalachnikov à la gare de Bruxelles-Midi" (56018494C)

In het station Brussel-Zuid werd een man gearresteerd die in het bezit was van een kalasjnikov. Het incident vond plaats in een van de drukste en meest problematische stations van het land.

1. Kan de minister de omstandigheden van het incident toelichten?
2. Hoe beoordeelt de minister het feit dat een persoon ongehinderd het station kon betreden terwijl hij in het bezit was van een oorlogswapen?
3. Kan de minister bijzonderheden toelichten over de betrokken persoon: afkomst, bekend bij het gerecht, wettelijke verblijfstatus, mogelijke intenties...?
4. Erkent de minister dat dit voorval potentieel gevaarlijk kon zijn voor het aanwezige brede publiek?
5. Welke conclusies trekt de minister uit dit voorval en welke maatregelen zal hij hierop volgend nemen?

Antwoord - Réponse:

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.

[22] Vraag van Arthur Orlans aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De hervorming van de federale financiering van het lokaal veiligheids- en preventiebeleid" (56018557C)

[22] Question de Arthur Orlans à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La réforme du financement fédéral de la politique locale de sécurité et de prévention" (56018557C)

U kondigde eerder aan de versnipperde federale financiering van het lokaal veiligheids- en preventiebeleid te willen hervormen naar een transparanter en objectiever systeem. Daarbij werd 2026 als overgangsjaar naar voren geschoven, met de bedoeling om vanaf 2027 met een nieuw financieringskader te werken. Ook het overleg met de lokale besturen en de deelstaten maakte deel uit van dit hervormingstraject. In dat kader vond op 15 juni 2026 onder meer een Interministeriële Conferentie Binnenland plaats. Tegelijk blijft voor de gemeenten de vraag hoe de verschillende financieringsstromen vanaf 2027 concreet zullen worden hervormd, welke criteria zullen gelden en welke gevolgen dit heeft voor huidige en eventuele nieuwe begunstigden.

1. Is het nieuwe financieringskader inmiddels politiek goedgekeurd en blijft 1 januari 2027 de effectieve startdatum?
2. Hoe wordt de financiering van de voormalige veiligheidscontracten vanaf 2027 hervormd? Worden deze middelen volledig volgens objectieve criteria verdeeld, of behouden de huidige begunstigden een gegarandeerde basisfinanciering of overgangsrecht?
3. Kunnen lokale besturen die vandaag geen begunstigde zijn vanaf 2027 op gelijke basis toegang krijgen tot deze middelen?
4. Welk resultaat heeft het overleg met de lokale besturen en deelstaten opgeleverd en wanneer krijgen de gemeenten definitieve duidelijkheid over hun financiering voor 2027?

Antwoord - Réponse:

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.

[23] Vraag van Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De aanpak van de drugsoorlog" (56018810C)

[23] Question de Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La stratégie face à la guerre de la drogue" (56018810C)

De Brusselse procureur des Konings Julien Moinil waarschuwde eind augustus dat de drugsoorlog in Brussel nog lang niet voorbij is. Hij wees op het tekort aan chercheurs en magistraten en stelde dat criminele kopstukken vanuit het buitenland en zelfs vanuit de gevangenissen hun organisaties blijven aansturen.

U hebt intussen een nieuwe piste naar voren geschoven. Samen met Sophie Wilmès pleitte u op 8 september voor een versterking van Europol en voor een betere Europese samenwerking tegen de georganiseerde drugshandel.

Europese samenwerking is uiteraard noodzakelijk. Maar Brussel heeft vandaag geen Europees probleem op papier, maar een Belgisch veiligheidsprobleem op straat.

- 1. Ten eerste: welke bijkomende operationele capaciteit krijgt de federale gerechtelijke politie in Brussel nu concreet? Moinil spreekt over een tekort van meer dan tachtig onderzoekers. Hoeveel van die vacatures zult u daadwerkelijk invullen en tegen wanneer?*
- 2. Ten tweede: welke concrete afspraken hebt u met Europol gemaakt? Gaat het om extra Belgische liaisoncapaciteit, gezamenlijke onderzoeken, informatie-uitwisseling en het gericht opsporen van de buitenlandse kopstukken achter de Brusselse drugnetwerken?*
- 3. En ten derde: Moinil waarschuwt dat criminele kopstukken zelfs vanuit onze gevangenissen hun netwerken blijven aansturen. Welke concrete maatregelen neemt u daartegen?*

Antwoord - Réponse:

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.

[24] Vraag van Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De aanpak van het geweld op het openbaar vervoer" (56018812C)

[24] Question de Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La lutte contre la violence dans les transports en commun" (56018812C)

De recente aanval op een controleur van De Lijn aan Antwerpen-Berchem toont opnieuw aan hoe kwetsbaar personeel van het openbaar vervoer is. De controleur werd tijdens zijn dienst aangevallen en raakte gewond.

Na het incident ontstond opnieuw discussie over de bescherming van het personeel, waarbij vanuit Vlaanderen met de vinger naar het federale niveau werd gewezen vanwege het ontbreken van bodycams.

- 1. De federale regering heeft aangekondigd dat bodycams voor personeel van het openbaar vervoer wettelijk mogelijk worden. Wat is vandaag precies de stand van de federale regelgeving?*
- 2. Hebt u hierover overleg gehad met uw Vlaamse collega-minister en met De Lijn? Welke concrete afspraken zijn gemaakt en tegen wanneer kunnen de eerste bodycams effectief worden ingezet?*
- 3. Hebt u met minister Van Bossuyt overleg gepleegd over het aandeel van personen die illegaal in dit land verblijven bij geweld tegen personeel van het openbaar vervoer? Beschikt u hierover over concrete cijfers en worden deze systematisch doorgegeven aan de Dienst Vreemdelingenzaken?*
- 4. Wordt bij dergelijke feiten systematisch nagegaan of de dader al gekend is bij politie en gerecht en of er sprake is van illegaal verblijf, zodat ook de nodige gerechtelijke én vreemdelingenrechtelijke maatregelen kunnen worden genomen?*

Antwoord - Réponse:

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.

[25] Vraag van Jeroen Bergers aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "De Russische dreiging" (56019154C)

[25] Question de Jeroen Bergers à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "La menace russe" (56019154C)

Geachte minister Quintin,

Dinsdag, op Prinsjesdag, werden we wakker met berichten dat het totale treinnetwerk in Nederland ten prooi gevallen was aan sabotage. In eerste instantie werd gedacht aan Rusland, maar later leken veel mensen richting de boeren te kijken. De organisaties van het boerenprotest ontkennen echter allemaal enige betrokkenheid. Onderzoek naar de daders loopt nog.

Vandaag valt echter vooral het nieuws uit Frankrijk op. Macron riep alle partijen samen om te spreken over de Russische dreiging. Hij verklaarde publiek dat Frankrijk doelwit is van Russische hybride aanvallen en zegt dat de aard van de aanvallen in Europa aan het veranderen is, intensiveert, en niet onbeantwoord zal blijven. Hij roept daarbij op om de Europese kritieke infrastructuur beter te beveiligen.

Eerder deze week zagen we ook al dat een Russisch schip lichtkogels afvuurde naar een Deense helikopter. Deze verschillende escalaties kunnen niet zonder gevolgen blijven. Ik diende ook al een vraag in over de drones die opnieuw rond onze luchthaven circuleren.

Daarom heb ik de volgende vragen:

- Hoe beoordeelt u het huidige Russische dreigingsniveau voor ons land?
- Neemt Frankrijk ook Europese initiatieven om de bescherming van onze kritieke infrastructuur te verstevigen, hoe staat u daar tegenover?
- Plant u nog extra maatregelen ter beveiliging van onze kritieke infrastructuur?

Antwoord - Réponse:

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.

[26] Vraag van Ortwin Depoortere aan Bernard Quintin (Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris) over "Buitenlandse contacten van de minister en de impact hiervan voor België" (56019328C)

[26] Question de Ortwin Depoortere à Bernard Quintin (Sécurité et Intérieur, chargé de Beliris) sur "Les contacts du ministre à l'étranger et leurs répercussions pour la Belgique" (56019328C)

U kondigde na uw bezoek aan de Verenigde Staten aan dat België de samenwerking en informatie-uitwisseling met verschillende Amerikaanse veiligheidsdiensten, waaronder de FBI, CIA en DEA, wil versterken. Volgens u moet dit vermijden dat er "gaten in het net" blijven bestaan in de strijd tegen terrorisme, georganiseerde criminaliteit en internationale drugshandel.

De urgentie van de strijd tegen drugscriminaliteit is duidelijk. De regering echter kondigt opnieuw een nieuwe samenwerking en nieuwe initiatieven aan. De fundamentele vraag is wat daar concreet van terechtkomt op het terrein.

1. Welke concrete afspraken hebt u met de FBI, DEA en andere Amerikaanse veiligheidsdiensten gemaakt?
2. Gaat het uitsluitend om intensievere informatie-uitwisseling, of ook om structurele operationele samenwerking?
3. Welke bijkomende informatie zal voortaan worden uitgewisseld die vandaag nog niet of onvoldoende wordt gedeeld?

4. *Welke concrete operationele meerwaarde verwacht u van de samenwerking voor de bestrijding van internationale drugstrafiek via onze havens?*
5. *Gaat u in op het aanbod om onze agenten op te leiden in het dagdagelijks gebruik van AI?*
6. *Welke garanties gelden daarbij over gegevensbescherming, toezicht en het gebruik van politionele informatie?*
7. *Welke maatregelen en wijzigingen in de praktijk zullen voortvloeien uit deze gespreksronde?*

Antwoord - Réponse:

Het antwoord werd niet tijdig door de regering bezorgd.

La réponse n'a pas été fournie par le gouvernement dans les délais.